

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

A FIN MARS 2020

Juin 2020

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie et des Finances

M. Jean-Marie OGANDAGA

Ministre délégué

M. Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT Epouse NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

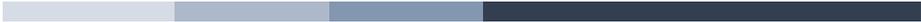
B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2020.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN MARS 2020	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN MARS 2020.....	12
II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES.....	12
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Mars 2020	12
II.2. LE PETROLE	13
II.3. LE MANGANESE	13
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	14
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	14
<i>II.5.1. Le caoutchouc naturel.....</i>	<i>14</i>
<i>II.5.2. L'huile de palme.....</i>	<i>15</i>
<i>II.5.3. L'élevage bovin.....</i>	<i>15</i>
II.6.LES AGRO-INDUSTRIES	16
<i>II.6.1. Le sucre.....</i>	<i>16</i>
<i>II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	<i>16</i>
<i>II.6.3. L'eau minérale</i>	<i>17</i>
<i>II.6.4. Les huiles et corps gras</i>	<i>17</i>
II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS	18
<i>II.7.1. Les unités de sciage</i>	<i>18</i>
<i>II.7.2. Les unités de déroulage.....</i>	<i>19</i>
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION.....	20
<i>II.8.1. La chimie</i>	<i>20</i>
<i>II.8.2. Les matériaux de construction.....</i>	<i>20</i>
<i>II.8.3. La seconde transformation des métaux.....</i>	<i>21</i>
<i>II.8.4. La fabrication de batteries</i>	<i>22</i>
<i>II.8.5. L'industrie minière.....</i>	<i>22</i>
II.9. LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE.....	23
<i>II.9.1 L'électricité</i>	<i>23</i>
<i>II.9.2. L'eau</i>	<i>23</i>
II.10 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT.....	24
<i>II.10.1. Le transport ferroviaire</i>	<i>24</i>
<i>II.10.2. Le transport maritime (activités portuaires).....</i>	<i>24</i>
II.11. LE COMMERCE.....	25
<i>II.11.1. Le commerce général structuré</i>	<i>25</i>
<i>II.11.2. Le commerce des véhicules neufs</i>	<i>25</i>
<i>II.11.3. Le commerce des produits pétroliers</i>	<i>26</i>
<i>II.11.4. Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	<i>26</i>

II.12.LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	26
<i>II.12.1 Les opérations bancaires</i>	27
<i>II.12.1.1 Les ressources collectées</i>	27
<i>II.12.1.2 Les crédits distribués</i>	28
II.13 LE SECTEUR DE L'ASSURANCE	29
<i>II.13.1. La Branche Non Vie</i>	29
<i>II.13.2. La Branche Vie et Capitalisation</i>	30
<i>II.13.2.1. Les Commissions versées aux courtiers</i>	30
<i>II.13.2.2. Les sinistres réglés</i>	30
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2020	32
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	32
III.2 L'EMPLOI PUBLIC	33
<i>III.2.1 L'évolution de l'emploi public</i>	33
<i>III.2.2 la variation des effectifs par département</i>	34
<i>III.2.3 les effectifs de la Main d'œuvre non permanente</i>	35
III.3. LES SALAIRES	35
<i>III.3.1. La solde permanente par administration</i>	36
<i>III.3.2. La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente</i>	36
III.4 LE BUDGET	37
<i>III.4.1 Les soldes budgétaires</i>	37
<i>III.4.2. L'exécution des recettes</i>	37
<i>III.4.2.1 Les recettes pétrolières</i>	38
<i>III.4.2.2 Les recettes hors pétrole</i>	38
III.4.3. Les dépenses budgétaires	39
<i>III.4.3.1 Les dépenses de fonctionnement</i>	39
III.4.3.2 La charge de la dette	40
<i>III.4.3.3 Les dépenses d'investissement</i>	40
<i>III.4.3.4 Les autres dépenses</i>	40
III.5 LA DETTE PUBLIQUE	41
<i>III.5.1Le règlement de la dette</i>	41
<i>III.5.2. L'évolution des tirages sur financement</i>	42
<i>III.5.3Le stock de la dette publique</i>	43
III.6.LA SITUATION MONETAIRE	44
<i>III.6.1 les principaux agrégats monétaires</i>	44
<i>III.6.1.1 La masse monétaire (M2)</i>	44
<i>III.6.1.2 Les ressources extra-monétaires</i>	45
<i>III.6.2. Les contreparties de la masse monétaire</i>	45
<i>III.6.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	45
<i>III.6.2.2- Le crédit intérieur</i>	45
<i>Les créances sur l'économie</i>	46

<i>Les créances nettes sur l'Etat</i>	46
<i>III.8.3 La politique monétaire</i>	46
<i>III.8.3.1 La politique des taux d'intérêt</i>	46
CONCLUSION	48
ANNEXES	49

RESUME EXECUTIF

A l'issue du premier trimestre 2020, les données conjoncturelles montrent un recul de l'activité économique mondiale dans un contexte de crise sanitaire. En effet, l'arrêt des activités de production dans de nombreux pays avancés, émergents et en développement et le confinement qui s'en est suivi presque partout dans le monde ont remis en cause des perspectives de croissance pourtant bien orientées en début d'année.

La mise en « sommeil » de pans entiers de l'économie depuis la mi-février a eu pour effet une chute sensible de l'activité au sein de la quasi-totalité des zones économiques. Ainsi, la production a reculé de 4,8% aux Etats-Unis, traduisant une récession sévère de la première économie mondiale et ses conséquences sur l'emploi. Dans la zone euro, un scénario identique a semblé se décliner avec des répercussions importantes sur les finances publiques et la rigueur budgétaire. Dans le monde émergent et en développement, en dépit des dispositions draconiennes visant à empêcher la propagation de la pandémie sur l'ensemble de son territoire, l'économie chinoise, qui est l'économie émergente la plus importante, a enregistré un recul significatif au cours de la période.

Au regard de ce qui précède, les perspectives économiques indiquent une récession économique mondiale en 2020, de l'ordre de -3,0%. Toutefois, une reprise de l'économie mondiale est projetée en 2021, dans l'hypothèse d'un recul sensible de la pandémie dans le monde au deuxième semestre 2020.

Au Gabon, l'économie reste fortement dépendante du secteur extérieur, du fait des principaux débouchés de la production pétrolière, minière et industrielle. S'il est satisfaisant de constater que les activités **des secteurs, primaire** (à l'exception de l'élevage) et **tertiaire** ont toutes fait preuve de résilience au premier trimestre, il n'en a pas été ainsi pour de nombreuses activités du **secteur secondaire** (notamment les autres industries).

Dans le détail, la production pétrolière a progressé de 5,3% à 2,78 millions de tonnes contre 2,64 millions en 2019. La poursuite des travaux d'amélioration des rendements des champs matures et la montée en puissance du champ Simba expliquent cet accroissement. Les exportations de pétrole brut ont par contre chuté de 20,2% à 2,35 millions de tonnes métriques, en raison de la faiblesse de la demande.

De même, malgré un contexte international défavorable, l'activité d'extraction du minerai de manganèse s'est caractérisée par une embellie au cours des trois premiers mois de 2020. Ainsi, la production du minerai et d'agglomérés de manganèse s'est établie à 2,2 millions de tonnes, soit un accroissement de 57,2%, soutenu par l'amélioration des performances des différents opérateurs. Les exportations et les ventes ont progressé respectivement de 51,1% et 64,0% à 1,7 million de tonnes sur la même période.

Dans le même temps, les résultats de l'exploitation forestière ont mis en exergue la bonne tenue de ce secteur (+3%) au premier trimestre en raison d'un carnet de commande important.

La production des industries du bois a augmenté de 6,7% pour atteindre 273 734 m³, en raison de la montée en puissance des unités nouvellement installées. Les exportations par contre ont baissé de 11,1% en liaison avec la contraction de la demande asiatique.

La production d'huile brute rouge a progressé de 11,1% pour s'établir à 15 238 tonnes. Il en est de même pour la production de caoutchouc qui s'est accrue (+31% pour le caoutchouc humide et +14% pour le caoutchouc usiné). Cependant, les exportations ont baissé de 17,5%.

S'agissant de la situation du système bancaire, si le total bilan des banques a baissé de 1,7% à 2 642,6 milliards de FCFA contre 2 688,5 milliards un an plus tôt, il convient de noter l'amélioration du taux de couverture des crédits par les dépôts, de 145,9% à 147,8% en mars 2020, en dépit d'une contraction (-2%) des crédits bruts. Les créances en souffrance ont baissé de 21,1% pour s'établir à 179,8 milliards de FCFA, confirmant la solidité du système bancaire national.

L'activité du secteur des assurances s'est soldée par une légère progression du chiffre d'affaires (+1,1%) pour s'établir à 37,4 milliards de FCFA contre 37 milliards FCFA à la même période en 2019.

Ces activités se sont déroulées dans un contexte de maîtrise de l'inflation, confirmant la tendance baissière des prix à la consommation observée depuis plus d'une année. Le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 648,0 milliards de FCFA contre 143,6 milliards de Fcfa au 1^{er} trimestre 2019.

S'agissant de la situation monétaire, elle se caractérise au premier trimestre par une hausse de 1,8% de la masse monétaire à 2339,8 milliards de CFA, corrélée à la forte appréciation des avoirs extérieurs nets (+30,5%) et dans une moindre mesure du crédit intérieur net (+0,2%).

Sur les trois premiers mois de l'année, l'activité économique mondiale a reculé, en lien avec l'impact de la propagation de la pandémie du COVID 19. En effet, l'observé conjoncturel met en exergue un recul important de l'activité aux Etats-Unis, dans la Zone Euro et même au Japon. De même, dans les pays émergents et en développement, la situation économique a été marquée par un ralentissement lié à l'essoufflement de l'activité en Chine et à la baisse des prix de plusieurs produits de base sur les marchés internationaux.

Toutefois, un recul significatif de la pandémie mondiale attendu au deuxième semestre 2020 et une reprise progressive des activités productives (jusqu'à lors interrompues) pourraient atténuer ces évolutions.

Dans le contexte actuel, il est prévu un effondrement du volume du commerce mondial de biens et services (-11,0%) et une récession économique mondiale en 2020, avec un taux de croissance négatif (-3,0%) et une reprise éventuelle en 2021, avec une croissance de +5,8%.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des **pays avancés** s'est fortement dégradée au cours du premier trimestre 2020. Cette situation s'explique en grande partie par les conséquences économiques de la crise sanitaire (pandémie du covid 19) qui a touché de nombreux pays dans le monde. Ainsi, les mesures de confinement adoptées par les gouvernements, dans le but d'empêcher la propagation du virus, ont entraîné la chute de la production, le recul des exportations et des importations, le ralentissement des investissements et une augmentation de la précarité sociale et du nombre de chômeurs. La croissance des pays avancés est prévue à -6,1% à fin 2020, traduisant ainsi la gravité de la crise actuelle.

Après dix ans de croissance positive ininterrompue, le Produit Intérieur Brut a fortement chuté aux **Etats-Unis**. L'activité économique s'est contractée de 4,8% au premier trimestre suite aux mesures de confinement adoptées pour contenir la contagion, avec la fermeture des commerces et la mise à l'arrêt de nombreux secteurs économiques. En conséquence, la consommation des ménages a reculé de 7,6% et l'investissement des entreprises s'est contracté de 8,6%. Par ailleurs, les exportations et les importations ont chuté respectivement de 8,7% et 15,3%. Le marché du travail s'est également détérioré avec une augmentation de 26 millions de personnes à l'assurance chômage au cours de la période. En définitive, les perspectives annuelles indiquent une récession économique (-5,9%) en 2020.

Après deux trimestres consécutifs de baisse de sa richesse nationale, le **Japon** est officiellement entré en récession fin mars 2020, pour la première fois depuis 2015. L'économie japonaise a connu au quatrième trimestre 2019 son déclin le plus important en six ans, en raison d'une hausse de deux points de la TVA depuis le 1^{er} octobre, qui a plombé la consommation des ménages et du passage dévastateur d'un puissant typhon. L'activité a poursuivi sa baisse au premier trimestre sous l'effet de la crise du coronavirus, qui a encore affaibli la consommation des ménages (-0,8% sur un trimestre) et réduit les investissements des entreprises. Ainsi, en rythme annualisé, le PIB nippon a chuté de 3,4% au premier trimestre contre une progression de 2,2% en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année, le PIB baisserait de 5,2% contre une croissance positive de 0,7% en 2019.

Le Produit intérieur brut (PIB) de la **zone Euro** a reculé de 3,8% au premier trimestre, son repli le plus important depuis la création de la monnaie unique en 1999. Celui-ci s'explique par les

mesures de confinement liées au Covid-19, qui ont commencé à être largement mises en place par les Etats membres au mois de mars. Ainsi, la production industrielle de la zone a reculé de 12,9% en mars en variation annuelle. De même, les exportations et les importations ont baissé respectivement de 6,2% et 10,1% en variation annuelle à fin mars 2020. Enfin le nombre de sans-emplois a atteint 14,1 millions de personnes, soit 7,4% de la population active, à fin mars 2020. Ces contreperformances devraient se poursuivre sur l'ensemble de l'année et entraîneraient une récession économique au niveau de la zone, avec des perspectives sur l'ensemble de l'année arborant une récession économique (-7,5% en 2020).

L'activité économique en **l'Allemagne** a souffert de la chute de la production industrielle et de la baisse de ses exportations. De même, les dépenses de consommation tant privées que publiques, devenues les premiers soutiens de l'économie, ont été moins vigoureuses, dans un contexte d'adoption de mesures pour endiguer la propagation de l'épidémie. En conséquence, la croissance du PIB a baissé de 2,2% au premier trimestre 2020 contre +0,4% à fin mars 2019. L'Allemagne se prépare à sa pire récession sur l'ensemble de l'année 2020, avec un niveau d'activité qui chuterait de 7,0% contre une progression de +0,6% en 2019.

L'Economie française est techniquement entrée en récession au premier trimestre 2020, après deux trimestres successifs d'évolution négative de l'activité. Plombé par la situation sanitaire exceptionnelle qui a conduit à un arrêt des activités dites non essentielles, le produit intérieur brut (PIB) de la France a chuté d'environ 6% au premier trimestre 2020 contre -0,1% au quatrième trimestre de 2019 et +0,3% en glissement annuel.

Le PIB espagnol s'est effondré de 5,2% au premier trimestre contre 0,4% entre janvier et mars 2020. L'activité continuerait de se dégrader tout au long de l'année. Ainsi, il est prévu une croissance de -8,0% pour 2020. Cette situation aurait pour conséquence une augmentation du taux de chômage qui pourrait atteindre 20,8% en 2020.

En Italie, la demande intérieure et les exportations ont subi des baisses marquées, tout comme l'ensemble des composantes du PIB ce qui a eu pour effet, une contraction de l'économie de 4,7% au premier trimestre 2020 contre 0,1% en glissement annuel.

Au Royaume-Uni, la croissance est complètement à l'arrêt depuis plusieurs trimestres et les effets de la crise COVID 19 devraient assombrir les perspectives. Et ce, malgré l'apport des services qui représentent 80% de l'économie britannique.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans leur globalité, les pays émergents et pays en développement ont enregistré une baisse de leur niveau d'activité (au cours de la période sous revue), en relation avec des perspectives moins favorables en Chine, au Brésil, en Russie, mais aussi dans la plupart des autres pays de cet ensemble, (ou la pandémie du covid 19 s'est propagée). Ainsi, le PIB évoluerait de -1% en 2020 et pourrait remonter à 6,6% en 2021.

Au sein de ce bloc de pays, **la Russie** a mieux résisté que lors de la dernière crise commencée en 2014 par l'imposition des sanctions occidentales. Elle a été plus résiliente aux chocs externes en substituant une partie de ses importations et en maîtrisant son niveau d'inflation. Ainsi, l'activité a progressé de 1,5% de janvier à mars 2020 contre un ralentissement à 0,5% au premier trimestre 2019. Cette résilience devrait s'estomper au cours de l'année où les perspectives annoncent un PIB annuel en recul de 5,5% en 2020. Cette situation s'expliquerait par l'effondrement de la demande intérieure et de l'investissement, ainsi que la chute des cours du pétrole.

Pour la première fois depuis plus de quarante ans, la **Chine** a vu, au premier trimestre 2020, son économie effectuer un grand bond en arrière. Le produit intérieur brut (PIB) a plongé de 6,8%, comparé aux trois premiers mois de 2019. Les mesures drastiques de confinement adoptées dans le cadre de la lutte contre la propagation du covid ont impacté le tourisme qui a représenté 11% du PIB en 2018. Elles ont, en outre, pénalisé les exportations, principal moteur de l'économie chinoise, ainsi que la demande intérieure. Le pays enregistrerait ainsi un fort ralentissement de sa croissance à 1,2% contre +6,1% en 2019.

Très dépendante de la volatilité des produits de base sur les marchés internationaux, l'économie des pays de l'Amérique latine se contracterait de 5,2% en 2020 contre +0,1% en 2019. Le PIB du Brésil et du Mexique croîtrait respectivement de -5,3% et -6,6% en 2020.

De même, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la baisse importante des cours du pétrole affecterait l'ensemble des économies de la région. Les estimations annuelles, actualisées au premier trimestre, tablent sur un taux de croissance de -3,3% en 2020 contre 0,3% un an plus tôt.

L'économie des pays de l'Afrique subsaharienne afficherait également des résultats négatifs (-1,6%), en lien avec la crise sanitaire. Le Nigéria enregistrerait une régression de la croissance du PIB de 3,4% contre +2,2% en 2019, en raison essentiellement de la baisse du prix du baril de pétrole. Quant à celle de l'Afrique du Sud, elle se situerait à -5,8%.

Les pays de la CEMAC, du fait de la forte dépendance de leur économie envers le secteur extérieur, notamment celui des exportations du pétrole et des autres produits de base, ont enregistré une importante baisse du niveau d'activité au premier trimestre. En effet, la pandémie du covid 19 a eu pour conséquence une baisse de l'offre et de la demande globale, avec ses conséquences sur le plan budgétaire. En conséquence, la récession économique dans la zone CEMAC devrait se traduire par une croissance négative de 1,7% en 2020. Au cours de la même période, le solde budgétaire global se détériorerait à -2,6%, tandis que la dette extérieure publique de la zone augmenterait pour se situer à 36,4% du PIB.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN MARS 2020

II LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Mars 2020

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↗
Mines (<i>manganèse</i>)	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↗
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↘
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de placage</i>	↘
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↘
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↘
<i>Fonderie</i>	↘
<i>Fabrication de batteries automobiles</i>	↘
<i>Industrie minière</i>	↘
Energie	↗
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Port d'Olam</i>	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules neufs</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗

II.2. LE PETROLE

La hausse de la production nationale de pétrole brut observée l'année précédente s'est poursuivie au terme du premier trimestre de 2020. Ainsi, la production a progressé de 5,3% à 2,78 millions de tonnes contre 2,64 millions en 2019. La poursuite des travaux d'amélioration des rendements des champs matures et la montée en puissance du champ Simba expliquent cet accroissement. A l'inverse, les exportations de pétrole brut ont chuté de 20,2% à 2,35 millions de tonnes métriques, en raison de la faiblesse de la demande, en lien avec la surabondance de l'offre internationale.

Les prix moyens du brut se sont situés à 50,26 dollars le baril pour le Brent et 49,16 dollars le baril pour le panier de bruts gabonais, soit des baisses respectives de 20,5% et 21% par rapport au premier trimestre 2019. Cette évolution est liée à la crise du Covid-19 qui a accentué la baisse de la demande de pétrole, exacerbée déjà par la guerre des parts de marchés entre la Russie et l'Arabie Saoudite, après l'échec des négociations visant une nouvelle réduction de l'offre afin de soutenir les prix.

Enfin, le taux de change moyen s'est amélioré de 3%, pour s'établir à 595,204 FCFA pour 1 dollar US.

Evolution de l'activité pétrolière

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en milliers de barils)	20 530	20 228	19 534	20 306	19 284	20 306	5,3%
Production (en millions de tonnes)	2,812	2,771	2,676	2,782	2,642	2,782	5,3%
Exportations (en millions de tonnes)	2,560	2,447	2,597	2,352	2,950	2,352	-20,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	68,827	61,937	63,253	50,257	63,20	50,26	-20,5%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	68,754	61,030	63,212	49,163	62,25	49,16	-21,0%
Taux de change (\$US/FCFA)	583,678	590,145	592,451	595,204	577,62	595,20	3,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.3. LE MANGANESE

La production mondiale d'acier au carbone a été en légère baisse de 0,8% à 447 millions de tonnes (Mt) au 1^{er} trimestre 2020 en glissement annuel. La production en Chine (52% de la production mondiale) a progressé de 1,4%, malgré le développement de la pandémie. Dans le reste du monde, la production d'acier, déjà fortement impactée par la contraction du secteur automobile, a ralenti (-3,1%), avec des amplitudes contrastées selon les zones (-7,2% en Europe, -5,3% en Inde et -4% en Amérique du Nord).

Ainsi, la consommation de minerai de manganèse a subi une baisse de 3,8% par rapport au 1^{er} trimestre 2019. Parallèlement, la production de minerai s'est ajustée, en baisse de 4,1%, d'où un bilan offre/demande toujours légèrement excédentaire. Au 31 mars, les stocks de minerai de manganèse dans les ports chinois se sont élevés à 5,8 Mt, représentant environ 10 semaines de consommation.

Malgré ce contexte international défavorable, l'activité d'extraction du minerai de manganèse s'est caractérisée par une embellie au cours des trois premiers mois de 2020. Ainsi, la production du minerai et d'agglomérés de manganèse s'est établie à 2,2 millions de tonnes, soit un accroissement de 57,2%, soutenu par l'amélioration des performances des différents opérateurs (nouveau record de production par Comilog et production des gisements de

Binioniet Lebaye multipliée par 8). Dans le même temps, les exportations et les ventes ont progressé respectivement de 51,1% et 64,0% à 1,7 million de tonnes sur la même période.

Toutefois, le chiffre d'affaires a baissé de 12,5% à 146,5 milliards FCFA, en raison de la baisse des prix du minerai de manganèse. En effet, le prix moyen a baissé de près de 33,8% pour se situer à 4,4 USD/dmtu contre 6,6 USD/dmtu sur la même période en 2019. On note tout de même une amélioration des prix de 7,8% par rapport au dernier trimestre 2019.

Concernant l'emploi, les entreprises du secteur ont employé 1 981 personnes à fin mars 2020, soit une hausse de 3,6%. En revanche, la masse salariale a régressé de 17,7% à 13,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	1 608 840	2 223 890	2 104 651	2 194 185	1 395 990	2 194 185	57,2%
Exportations	1 351 289	1 728 726	1 897 813	1 755 733	1 161 955	1 755 733	51,1%
Ventes	1 425 294	1 732 104	1 897 873	1 743 198	1 063 207	1 743 198	64,0%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	195 186	199 356	177 070	146 483	167 403	146 483	-12,5%
Effectifs (nombre d'agents)	1 978	2 003	2 008	1 981	1 913	1 981	3,6%
Masse salariale (millions FCFA)	14 271	13 324	13 557	13 313	16 176	13 313	-17,7%

Sources : Comilog, CICMHZ, NGM

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin mars 2020, l'exploitation forestière a enregistré des performances appréciables. En effet, la production de grumes a augmenté de 3% pour atteindre 435 766 m³, sous l'effet de la bonne tenue du carnet des commandes, émanant notamment des unités installées à Nkok. Cependant, il faut noter les difficultés techniques et administratives rencontrées par certains opérateurs (BSG et FG). Suivant la même tendance, les ventes de grumes aux industries locales ont augmenté de 11,3% à 179 561 m³.

Evolution de l'activité forestière

(en m ³)	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	459 004	556 749	378 716	435 766	422 945	435 766	3,0%
Ventes aux industries locales	173 071	192 867	173 454	179 561	161 383	179 561	11,3%

Sources : Somivab, Hua Jia, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Seef, Geb, Tali Bois, FG Gsez, Gabon Meubles Modernes GSEZ.

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. Le caoutchouc naturel

Globalement, la filière de l'hévéaculture a enregistré des résultats appréciables à fin mars 2020. En effet, la production s'est améliorée aussi bien pour le caoutchouc humide (+31%) que pour le caoutchouc usiné (+14%), grâce à la mise en exploitation progressive des plantations d'OlamRubber à Bitam.

Cependant, les exportations de caoutchouc ont enregistré une baisse de 17,5% à 2 609 tonnes, du fait du contexte mondial défavorable, ce qui a induit un repli de 2,7% du chiffre d'affaires à

2,3 milliards FCFA. En matière d'emploi, les effectifs ont reculé de 13,1% à 1 076 agents, pour une masse salariale de 887 millions FCFA, en repli de 12% par rapport à fin mars 2019.

Evolution de l'activité du caoutchouc

(En tonnes)	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions							
Caoutchouc humide	3 556,7	6 199,7	6 131,0	4 703,0	3 601	4 703	30,6%
Caoutchouc usiné	1 167,5	3 332,5	3 094,2	2 046,1	1 802	2 046	13,6%
Ventes locales (cuplump)	0,0	609,8	560,1	707,5	0	707	-
Exportations de caoutchouc usiné	1 043,3	3 028,5	2 822,8	2 608,8	3 162	2 609	-17,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	834,5	3 015,0	2 284,0	2 557,2	2 297	2 557	11,3%
Effectifs	1 209	1 177	1 123	1 076	1 238	1 076	-13,1%
Masse salariale	1 118	1 079	909	887	1 008	887	-12,0%

Source : Siat Gabon, ORG

II.5.2. L'huile de palme

La branche de l'huile de palme brute a consolidé ses performances au cours du premier trimestre 2020. Ainsi, la récolte des régimes de palme s'est matérialisée par une progression de 26,7% à 73 699 tonnes, en raison de l'arrivée à maturité des palmiers à huile. Corrélativement, la production d'huile brute rouge a progressé de 11,1% pour s'établir à 15 238 tonnes. A contrario, la trituration des noix de palme a induit une production d'huile palmiste de 355 tonnes, soit une chute de 57% par rapport à fin mars 2019.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Régime de palme	62 846	55 909	61 252	73 699	58 176	73 699	26,7%
Huile rouge	14 606	12 700	14 085	15 238	13 713	15 238	11,1%
Huile palmiste	622	618	438	355	838	355	-57,6%
Effectifs	5 636	5 149	5 291	4 927	7 253	4 927	-32,1%
Masse salariale	4 436	3 679	3 412	3 083	4 010	3 083	-23,1%

Source : OLAM

II.5.3. L'élevage bovin

Au premier trimestre 2020, le cheptel a compté près de 3,7% de bêtes en moins, à 6 509 têtes bovines. Cette évolution est due à la faible reconstitution du troupeau suite à l'abattage de bêtes opéré en 2019. Par contre, les ventes de viande sur le marché domestique ont enregistré une hausse de 35,1%, à 13 708 kg. Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a chuté de près de 34%, pour se situer à 69 millions du fait de la baisse des prix de vente.

Evolution de l'élevage bovin

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Effectif du cheptel	6 241	5 947	6 285	6 509	6 761	6 509	-3,7%
Vente de viande (en kg)	10 285	14 547	16 130	13 708	10 149	13 708	35,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	231	88	79	69	104	69	-33,7%
Effectif	15	15	13	13	14	13	-7,1%
Masse salariale	20	25	18	18	22	18	-20,3%

Source : SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6.LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1. Le sucre

Au 31 mars 2020, la raffinerie de sucre a consolidé ses performances industrielles et commerciales. En effet, la transformation de sucre granulé s'est améliorée de 5,7% pour un volume de 5 195 tonnes. Afin de satisfaire la demande locale sans cesse croissante, la société a procédé aux importations de sucre en morceau pour un volume de 2 961, bien qu'en baisse comparativement à l'année précédente.

Sur le plan commercial, les ventes de sucre sur le marché local ont progressé de 3,7% pour un volume de 8 287 tonnes, induisant une hausse de 4,7% du chiffre d'affaires à 5,6 milliards FCFA.

En matière d'emploi, la diminution des effectifs de 7,3%, notamment des saisonniers, s'est traduite par une baisse de 14,1% de la masse salariale à 1,2 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Importation (en tonnes)	2 522	0	0	2 961	4 186	2 961	-29,3%
Total du sucre transformé (en tonnes)	4 879	5 759	4 925	5 195	4 913	5 195	5,7%
Sucre (en morceaux)	2 501	3 331	2 990	2 669	2 297	2 669	16,2%
Autres (doses, granulés, sachets 1 kg)	2 378	2 428	1 935	2 526	2 616	2 526	-3,4%
Ventes (en tonnes)	7 732	8 357	7 473	8 287	7 989	8 287	3,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 225	5 655	5 094	5 626	5 376	5 626	4,7%
Effectifs	676	742	832	626	675	626	-7,3%
Masse salariale	1 281	1 293	1 864	1 222	1 422	1 222	-14,1%

Source : Sucaf

II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des contreperformances au cours des trois premiers mois de 2020. En effet, la production totale des boissons a régressé de 2,4% pour se situer à 690 790 hectolitres et ce, malgré la bonne tenue des boissons diverses (alcoomix). Cette évolution tient de la nouvelle stratégie de la société privilégiant les produits les plus prisées par le marché.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 1% par rapport à la même période en 2019, pour se situer à 39,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en hectolitres)	701 974	730 957	681 366	690 790	707 631	690 790	-2,4%
Bières	420 647	464 859	417 809	399 606	407 942	399 606	-2,0%
Boissons gazeuses	258 962	241 257	243 569	270 286	278 362	270 286	-2,9%
Vins	10 705	12 604	9 388	9 970	11 097	9 970	-10,2%
Divers	11 660	12 237	10 600	10 928	10 230	10 928	6,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	41 545	42 752	41 434	39 478	39 072	39 478	1,0%
Effectifs	1 060	1 060	1 059	1 065	1 032	1 065	3,2%
Masse salariale	3 894	3 961	4 162	4 157	3 269	4 157	27,2%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.3. L'eau minérale

La branche de la production de l'eau minérale s'est caractérisée par la cessation d'activités d'Origen durant les mois de février et mars avec une incidence sur les indicateurs de la branche. Sur les trois premiers mois d'activité en 2020, la production de l'eau minérale s'est améliorée par rapport à 2019. En effet, elle a progressé de 17,9% pour se situer à 332 701 hectolitres, soutenue par la fermeté de la demande. De même, les ventes ont généré un chiffre d'affaires de 4,2 milliards FCFA, en légère hausse de 0,4%.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production d'eau (en hectolitres)	288 860	271 750	238 873	332 701	282 302	332 701	17,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	4 054	3 761	3 430	4 220	4 201	4 220	0,4%
Effectifs	76	77	77	90	88	90	2,3%
Masse salariale	275	279	-	279	283	279	-1,3%

Sources : Soboleco, Sobraga, Origen

II.6.4. Les huiles et corps gras

Au terme du premier trimestre 2020, la branche de la fabrication des huiles et corps gras a connu un ralentissement de son activité en raison de la crise du COVID-19 et des mesures barrières adoptées pour y faire face. Ainsi, l'huile raffinée et les savons ont vu leur production baisser respectivement de 5,5% et 11,2%.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont été orientées à la baisse (8,2%). Par contre, les exportations de l'huile de palme brute et de la stéarine ont progressé de 33,3% pour atteindre un volume de 8 490 tonnes, suite à la fermeté de la demande extérieure.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Huile raffinée	3 514	2 820	3 163	3 518	3 724	3 518	-5,5%
Savons	921	889	1 396	1 276	1 438	1 276	-11,2%
Stéarine	1 300	1 055	1 345	1 544	1 071	1 544	44,2%
Ventes locales (en tonnes)	3 283	3 280	4 041	3 735	4 070	3 735	-8,2%
Oléine (huile raffinée)	3 006	2 816	3 184	3 647	3 729	3 647	-2,2%
Savons	820	1 081	1 804	685	712	685	-3,8%
Exportations (en tonnes)	4 371	16 131	11 945	8 490	6 369	8 490	33,3%
Dont huile brute	3 996	14 413	11 945	7 472	5 463	7 472	36,8%

Sources : Olam Palm Gabon

II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS

L'activité des industries du bois a été marquée à fin mars 2020 par une consolidation des performances enregistrées ces dernières années. En effet, la production a augmenté de 6,7% pour atteindre 273 734 m³, en raison d'un approvisionnement régulier des unités de transformation en grumes et de la montée en puissance des unités nouvellement installées dans la zone économique de Nkok.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont enregistré une forte hausse (+48,5%) à 30 755 m³ à fin mars 2020, sous l'effet de la fermeté des commandes en bois débités. Par contre, les exportations ont baissé de 11,1% pour afficher un volume de 188 527 m³, en liaison avec la contraction de la demande asiatique de bois débité.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	281 036	287 138	254 541	273 734	256 460	273 734	6,7%
Ventes locales	15 913	24 383	28 651	30 755	20 716	30 755	48,5%
Exportations	198 603	206 076	166 801	188 527	211 972	188 527	-11,1%

Sources : DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1. Les unités de sciage

Les unités de sciage ont enregistré une amélioration de leur activité au cours du premier trimestre 2020. Ainsi, la production a progressé de 20,1% à 175 010 m³. Cette situation s'explique par la montée en puissance des nouvelles unités installées et leur approvisionnement régulier en grumes.

Aussi, les ventes locales se sont-elles appréciées de près de 34% à 21 026 m³, en lien avec la bonne tenue du carnet des commandes. A l'international, les exportations ont baissé de 7% en raison de la contraction de la demande asiatique, notamment chinoise à la suite des mesures mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus.

Evolution de l'activité de sciage

(En m ³)	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	148 384	178 760	156 718	175 010	145 767	175 010	20,1%
Ventes locales	13 699	16 007	21 382	21 026	15 704	21 026	33,9%
Exportations	110 225	122 178	95 597	111 686	120 070	111 686	-7,0%

Sources : Somivab, Hua Jia Et Sa Filiale Ifeg, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbn Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Geb, Tali Bois, Akachi Wood Gsez, Gib, Rgi, Fg Gsez, Gabon Meubles Modernes Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago I.G. Gsez, WoodtechGsez.

II.7.2. Les unités de déroulage

- **Le placage**

Les unités de placage ont enregistré un fléchissement de leur activité à fin mars 2020. En effet, la production est passée à 89 093 m³, soit une baisse de 12,8% par rapport à la même période en 2019. Cette situation s'explique par une diminution du rythme d'approvisionnement des usines en grumes et du ralentissement de l'activité de certaines unités.

De même, les exportations ont chuté de 19,3% pour s'établir à 68 618 m³, du fait de la contraction de la demande internationale, notamment sur le marché asiatique. Par contre, les ventes locales ont plus que doublé pour atteindre 8 397 m³, en raison de la bonne tenue des commandes en panneaux.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	123 236	100 107	85 820	89 093	102 124	89 093	-12,8%
Ventes locales	1 030	6 942	6 069	8 397	3 833	8 397	119,1%
Exportations	80 270	77 588	60 908	68 618	85 042	68 618	-19,3%

Sources : ThebaultTransbois, Cema Gabon, Tgi, Pdg, Cpbj, Sbl, Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, OtimVeener, Evergreen Gabon Gsez, Solid Wood Gabon Gsez, Sun VeneerGsez, Wood International Gsez, Greenply Gabon Gsez, TimberworkzGsez, AfeefaOverseas Gabon Gsez, Prime Wood Gsez.

- **Le contreplaqué**

Au terme des trois premiers mois de l'année 2020, les performances industrielles et commerciales de l'activité de fabrication de contreplaqué ont été appréciables. En effet, la production a progressé de 12,4% à 9 631 m³, en lien avec l'accroissement du rythme d'approvisionnement en matières premières des principales unités de transformation.

Sur le plan commercial, les exportations et les ventes locales de contreplaqué se sont appréciées respectivement de 20% et 13%, en raison de la forte demande du marché domestique et international pour les besoins des chantiers navals et de l'habillage de maisons.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	9 416	8 271	12 003	9 631	8 569	9 631	12,4%
Ventes locales	1 185	1 434	1 200	1 333	1 179	1 333	13,0%
Exportations	8 108	6 311	10 295	8 223	6 860	8 223	19,9%

Sources: Cora Wood, Otimveener, Seef, Rougier Gabon

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. La chimie

- ***Les peintures***

A fin mars 2020, la branche des peintures a enregistré une baisse de ses performances industrielles. La production a ainsi reculé de 22,8% à 653 tonnes en glissement annuel. Cette situation est attribuable à la contraction d'activité au cours du mois de mars suite aux mesures barrières prises par les autorités en vue de lutter contre la pandémie du coronavirus.

A contrario, le chiffre d'affaires s'est stabilisé à 1,9 milliard FCFA. La masse salariale et les effectifs ont augmenté respectivement de 12% et 1%.

Evolution de l'activité des peintures

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	895	1 010	601	653	846	653	-22,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 068	2 418	2 378	1 943	1 939	1 943	0,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	247	245	288	273	244	273	11,9%
Effectifs (en nombre)	86	86	86	87	86	87	1,2%

Sources : PPG, Chimie Gabon

II.8.2. Les matériaux de construction

Au terme des trois premiers mois de 2020, la branche fabrication de ciment a enregistré un tassement de son activité. En effet, la production de ciment a régressé de 1,7% pour se situer à 109 954 tonnes à fin mars 2020 comparativement à la même période de l'année précédente. Cette baisse est consécutive au ralentissement de l'activité suite aux mesures de lutte contre la pandémie du Coronavirus. Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance en diminuant de 1,8% à 7,7 milliards de FCFA, malgré la hausse de 1,6% des volumes vendus de ciment.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Clinker (importations)	117 394	119 739	114 165	88 047	84 603	88 047	4,1%
Ciment	124 037	147 057	105 956	109 954	111 884	109 954	-1,7%
Ventes de ciment (en tonnes)	116 808	151 214	104 483	109 103	107 379	109 103	1,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	8 338	10 836	8 548	7 716	7 854	7 716	-1,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	174	203	228	198	204	198	-2,8%
Effectifs	64	66	67	65	65	65	0,0%

Source : CIMAF

II.8.3. La seconde transformation des métaux

- **La transformation de l'aluminium**

Durant le premier trimestre 2020, la production globale de tôles en aluminium a baissé de 3,4%, pour se situer à 379,5 tonnes contre 393 en 2019. Cette contreperformance est corrélée au ralentissement de l'activité au cours du mois de mars, en lien avec la pandémie du coronavirus.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,4% à un peu plus de 1 milliard de FCFA, grâce à une meilleure tenue de la vente des tôles épaisses sur le marché. Les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 6,5% et 12,3%.

La seconde transformation des métaux

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	351,6	400,3	471,9	379,5	393	379,5	-3,4%
Tôles minces	59,5	82,7	150,8	98,8	128	98,8	-22,5%
Tôles épaisses	292,0	317,6	321,1	280,8	265	280,8	5,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 221,6	1 230,9	1 303,6	1 016,9	965	1 016,9	5,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	92,3	86,1	116,3	69,2	79	69,2	-12,3%
Effectifs (en nombre d'agents)	30	28	28	29	31	29	-6,5%

Source : Sotralga

- **La fonderie**

Après trois mois d'activité en 2020, la branche de la fonderie a globalement enregistré des contreperformances. Ainsi, la production consolidée a fléchi de 27,5% pour se situer à 727 tonnes sur la période d'analyse. Cela s'explique par les problèmes techniques rencontrés par certains opérateurs (panne de four à plombs, vieillissement des équipements) et les difficultés d'approvisionnement en consommations intermédiaires (fer de récupération et d'autres dérivés de fer, etc.). En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 21,1% à 564 millions FCFA. A contrario, la masse salariale et les effectifs ont progressé respectivement de 10,5% et 12,9%.

Evolution de l'activité de fonderie

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	964	970	939	727	1 003	727	-27,5%
Aluminium	439	457	325	364	438	364	-16,9%
Plomb	272	268	377	72	283	72	-74,6%
Cuivre	253	227	237	289	257	289	12,5%
Bronze	0	18	0	2	25	2	-92,0%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	661	646	673	564	715	564	-21,1%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	19	20	19	21	19	21	10,5%
Effectifs (en nombre d'agents)	31	29	24	35	31	35	12,9%

Source : Metalco, Sogametal, AfricaAlloys

II.8.4. La fabrication de batteries

La branche de fabrication des batteries a affiché une production de 280 unités, en recul de 7% par rapport à la même période en 2019, en raison de l'arrêt de certaines activités compte tenu de la situation sanitaire du pays.

Par contre, sur le plan commercial, malgré la forte concurrence des batteries importées, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 32,1% pour se situer à 10,7 millions de FCFA, boosté par les ventes réalisées sur les deux premiers mois de l'année.

Evolution de l'activité de la fabrication des batteries

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	266	220	-	280	301	280	-7,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8,0	6,8	-	10,7	8	10,7	32,1%
Effectifs (en nombre d'agents)	5	5	-	4	5	4	-20,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1,7	1,7	-	2,5	1,7	2,5	47,1%

Source: Hai Sheng Rong Hua (gsez)

II.8.5. L'industrie minière

La filière de la transformation de minerai de manganèse en alliages s'est caractérisée par la poursuite des contreperformances au terme du premier trimestre 2020, en raison des difficultés techniques et des problèmes d'approvisionnement en dolomie et quartz. Ainsi, la production d'alliages de manganèse s'est située à 10 302 tonnes, soit un repli de 8,2%, plombée par le manganèse métal (-52,8%).

En revanche, passant de 9 066 tonnes de janvier à mars 2019 à 17 234 tonnes sur la même période de 2020, les ventes ont connu une forte progression (+90%) grâce à une meilleure performance des moyens logistiques pour l'évacuation des produits.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 46,4% pour atteindre 9,8 milliards de francs CFA contre 6,7 milliards à fin mars 2019. Cette embellie est liée à l'augmentation des quantités vendues, en dépit du recul des prix moyens des alliages (-6% pour le silico-manganèse).

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	8 526	13 341	14 674	10 302	11 222	10 302	-8,2%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	6 795	11 116	12 818	9 196	8 878	9 196	3,6%
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	1 731	2 225	1 856	1 106	2 344	1 106	-52,8%
Exportations (en tonnes)	11 684	9 707	10 052	17 234	9 066	17 234	90,1%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	9 626	8 200	8 367	14 800	7 205	14 800	105,4%
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	2 058	1 507	1 685	2 434	1 861	2 434	30,8%
Chiffre d'affaires (milliards FCFA)	7 713	6 410	6 397	9 825	6 710	9 825	46,4%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9. LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.9.1 L'électricité

La production totale de l'électricité s'est relevée de 4,1% à 637 GWh, au cours des trois premiers mois de 2020. Cette évolution résulte à la fois de l'amélioration des performances de la SEEG et de la Société de Patrimoine. Parallèlement, le volume facturé hors cession s'est accru de 3,2% à 454 GWh. Cette bonne performance est corrélée à la fermeté de la demande des ménages, en liaison avec le confinement des populations en mars (+7,4% du nombre d'abonnés).

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 1,3% à 46,6 milliards FCFA, grâce à la hausse des volumes vendus, malgré la baisse des ventes moyenne tension liée à l'arrêt et/ou ralentissement de l'activité dans plusieurs secteurs de l'économie pour crise sanitaire.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production nette (en GWh)	619	559	592	637	612	637	4,1%
Production nette SEEG	477	443	457	495	474	495	4,4%
Achats d'électricité à Société de Patrimoine	142	116	135	142	138	142	3,0%
Volumes total facturés hors cession (GWh)	440	406	418	454	440	454	3,2%
Volumes facturés MT hors cession	154	145	147	158	163	158	-2,9%
Volumes facturés BT hors cession	286	261	271	295	276	295	6,8%
CA Total hors cession (millions de FCFA)	45 155	42 225	43 579	46 556	45 949	46 556	1,3%
CA MT hors cession	13 209	12 800	12 944	13 227	13 855	13 227	-4,5%
CA BT hors cession	31 946	29 425	30 635	33 329	32 094	33 329	3,8%
PRIX MOYEN (FCFA)							
Prix moyen MT/KWh en FCFA	85,6	88,1	88,0	83,6	87,4	83,6	-4,3%
Prix moyen BT/KWh en FCFA	111,9	112,9	112,9	112,9	116,2	112,9	-2,9%

Sources : Enquête DGEPP

II.9.2. L'eau

La production de l'eau potable s'est stabilisée à 29,6 millions de m³, au premier trimestre 2020. Cette évolution s'explique par l'arrivée à saturation des capacités de production, notamment à Libreville. Dans le même temps, les ventes hors cession ont augmenté de 3,2% à 16,5 millions

de m³, tirées par la demande des ménages (+5,8% du nombre d'abonnés). Le chiffre d'affaires s'est apprécié de 2,9% dans le sillage de la progression des volumes vendus.

Evolution de l'activité de la branche eau

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Production nette (milliers de m ³)	30 500	28 932	29 200	29 623	29 565	29 623	0,2%
Ventes hors cession	16 223	15 285	14 400	16 511	15 994	16 511	3,2%
CA hors cession (en millions de FCFA)	6 322	5 955	5 865	6 392	6 210	6 392	2,9%
Prix moyen du m ³ en FCFA	390	390	407	387	388	387	-0,3%

Sources : Enquête DGEPP

II.10 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.10.1. Le transport ferroviaire

Sur la période d'analyse, le transport ferroviaire a enregistré de bonnes performances. En effet, le volume global des marchandises acheminées par rails a augmenté de 33,6%, soit près de 2 millions de tonnes. Cette embellie est une nouvelle fois attribuable au transport du manganèse (+44%), mais également aux bois débités conteneurisés (78,6%) et aux produits pétroliers (6,8%). Dans le même temps, le nombre de passagers transportés a connu une légère baisse (-0,5%) à 59 303 personnes, en lien avec la mesure prise par les autorités suspendant la circulation de trains voyageurs dans le contexte de pandémie.

Le chiffre d'affaires a ainsi augmenté de 22,7% à près de 20,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2020, comparé à la même période de 2019.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Nombre de passagers	73 047	112 178	77 078	59 303	59 617	59 303	-0,5%
Volume global des marchandises (en tonnes)	1 735 407	2 044 568	1 922 335	1 957 195	1 464 625	1 957 195	33,6%
Grumes	106 715	83 904	73 736	91 977	114 119	91 977	-19,4%
Bois débités	2 908	5 766	3 700	4 720	5 866	4 720	-19,5%
Bois débité/déroulé conteneurisé	18 128	24 819	20 314	16 968	9 500	16 968	78,6%
Manganèse	1 483 921	1 826 644	1 725 869	1 745 904	1 212 176	1 745 904	44,0%
Produits C2M	20 092	19 629	15 692	11 063	21 665	11 063	-48,9%
Produits pétroliers	17 520	16 669	14 617	17 262	16 160	17 262	6,8%
Autres marchandises	86 123	67 137	68 407	70 733	85 139	70 733	-16,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	19 046	22 376	20 057	20 369	16 599	20 369	22,7%

Source: SETRAG

II.10.2. Le transport maritime (activités portuaires)

- **Port GSEZ Olam**

A fin mars 2020, l'activité portuaire dans la zone sous douane du groupe OLAM GSEZ a consolidé ses performances. En effet, le volume global des marchandises manipulées a fortement augmenté (+50,3%) à 1,2 million de tonnes, comparativement à la même période de

l'année dernière. Suivant la même tendance haussière, les mouvements des bateaux et le chiffre d'affaires ont connu des expansions respectives de 79,3% et 78,1%.

Evolution de l'activité portuaire

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Mouvements des bateaux	50	65	63	52	29	52	79,3%
Volume global de marchandises (en tonnes)	1 089 928	1 358 013	1 455 066	1 225 696	815 238	1 225 696	50,3%
Manganèse	664 693	1 015 532	1 108 938	953 333	490 104	953 333	94,5%
Autres marchandises	425 235	342 481	346 128	272 362	325 134	272 362	-16,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	14 241	19 938	24 120	16 853	9 463	16 853	78,1%
Effectif permanent (nombre d'agents)	518	516	511	511	573	511	-10,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 987	1 563	1 583	1 597	1 702	1 597	-6,2%

Source : GSEZ (MT et Cargo)

II.11. LE COMMERCE

II.11.1. Le commerce général structuré

Au 31 mars 2020, le chiffre d'affaires du commerce général structuré a affiché une hausse de 3,2% à 79,5 milliards de FCFA en glissement annuel. Cette progression est attribuable à la forte demande enregistrée au mois de mars en produits alimentaires, notamment dans le Grand Libreville. En effet, anticipant l'instauration du confinement comme mesure de riposte au covid-19 par le Gouvernement, les ménages ont constitué des stocks de provisions (alimentation, sanitaire, eau, etc.).

Evolution du commerce général structuré

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	82,67	87,73	86,56	79,49	77,0	79,5	3,2%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.11.2. Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

Le commerce des véhicules neufs a observé une progression de 6,9% au terme du premier trimestre 2020, pour s'établir à 748 unités vendues. Cette situation s'explique par la bonne tenue du carnet des commandes (entreprises privées et ménages).

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Nombre de véhicules vendus	675	677	747	748	700	748	6,9%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- **Véhicules industriels**

Le commerce des véhicules industriels a accusé un fort repli après trois mois d'activité en 2020. Ainsi, le chiffre d'affaires a baissé de 22,2% à 5,7 milliards de FCFA. L'arrêt des activités des BTP et l'impact de la chute du cours du baril sur les secteurs connexes au pétrole expliquent cette baisse.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	7,16	8,87	4,03	5,72	7,36	5,72	-22,2%

Source : Tractafic Equipement

II.11.3. Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers ont affiché une hausse de 6,3% à 166 038 tonnes métriques au cours du premier trimestre 2020. Ce relèvement résulte de la fermeté de la demande des clients industriels, notamment les mines, l'énergie et le secteur bois.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Volumes vendus (en tonnes métriques)	157 271	171 270	169 279	166 038	156 256	166 038	6,3%
<i>dont Gasoil</i>	113 562	120 575	119 590	120 968	112 802	120 968	7,2%
<i>Supercarburant</i>	19 952	20 331	21 148	19 827	19 478	19 827	1,8%
<i>Kérosène</i>	6 224	10 478	10 249	6 938	6 762	6 938	2,6%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.11.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques a progressé de 3,9% pour s'établir à 15,8 milliards de FCFA au cours des trois premiers mois de l'année. Cette embellie est liée à la consolidation du carnet des commandes du fait de la crise sanitaire (COVID-19).

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2T19	3T19	4T19	1T20	Premier trimestre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	14,5	14,5	16,4	15,8	15,3	15,8	3,9%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.12.LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

Le total agrégé des bilans des banques a baissé de 1,7% à 2 642,6 milliards de FCFA à fin mars 2020 contre 2 688,5 milliards à fin mars de l'année précédente. Cette évolution est essentiellement liée à l'effondrement des autres postes nets (-91,8% à 2,4 milliards de FCFA).

Cependant, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré de 145,9% à 147,8% en mars 2020. Les créances en souffrance ont baissé de 21,1% pour s'établir à 179,8 milliards de FCFA.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	2019/2020
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 853,8	2 066,4	2 076,8	0,5%
Crédits bruts	1 516,4	1 565,4	1 528,6	-2,4%
Créances en souffrance	229,8	227,9	179,8	-21,1%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	132,7	149,4	123,2	-17,5%
CREDITS NETS	1 383,8	1 416,0	1 405,4	-0,7%
CAPITAUX PERMANENTS	294,4	344,1	384,4	11,7%
VALEURS IMMOBILISEES	186,3	192,3	246,8	28,3%
AUTRES POSTES NETS	40,5	29,2	2,4	-91,8
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	618,7	831,4	811,4	-2,4%
TOTAL DU BILAN	2 420,3	2 688,5	2 642,6	-1,7%

Sources : COBAC

II.12.1 Les opérations bancaires

II.12.1.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont progressé de 0,5% à 2 076,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2020, tirées par les hausses simultanées des montants disponibles dans les comptes à vue et les comptes de dépôts à régime spécial.

Les ressources à vue ont progressé de 14,8% à 1 420,3 milliards de FCFA, sous l'effet des augmentations conjugués des dépôts privés (+2,2%) et des dépôts des non-résidents (+30,7%). Ils ont représenté 68,4% du total des dépôts contre 59,8% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 541,4 milliards de FCFA en mars 2020 contre 698,3 milliards en mars 2019, soit une baisse de 22,5%. Ces ressources ont représenté 26,1% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte

Types de comptes(en milliards de FCFA)	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	2019/2020
Comptes à vue	1 117,6	1 236,7	1 420,3	14,8%
Comptes à terme	621,4	677,0	518,7	-23,4%
Comptes de dépôts à régime spécial	20,3	21,3	22,7	6,6%
Autres comptes	78,6	120,1	107,0	-10,9%
Dettes rattachées	15,9	11,3	8,1	-28,3%
TOTAL DES DEPOTS	1 853,8	2 066,4	2 076,8	0,5%

Sources : COBAC

A fin mars 2020, les dépôts publics ont baissé de 5,8% à 102,8 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 4,9% du total des dépôts collectés contre 5,3% à la fin mars 2019. Par contre, les

dépôts du secteur privé non financier ont augmenté de 2,2% à 1 777,4 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants

Dépôts de la clientèle (en milliards de FCFA)	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	2019/2020
Dépôts publics	153,7	109,1	102,8	-5,8%
Dépôts des entreprises publiques	42,9	54,1	38,4	-29,0%
Dépôts privés	1 543,3	1 738,9	1 777,4	2,2%
Dépôts des non-résidents	19,4	32,9	43	30,7%
Dépôts non ventilés	94,5	131,4	115,2	-12,3%
TOTAL DES DEPOTS	1 853,8	2 066,4	2 076,8	0,5%

Sources : COBAC

II.12.1.2 Les crédits distribués

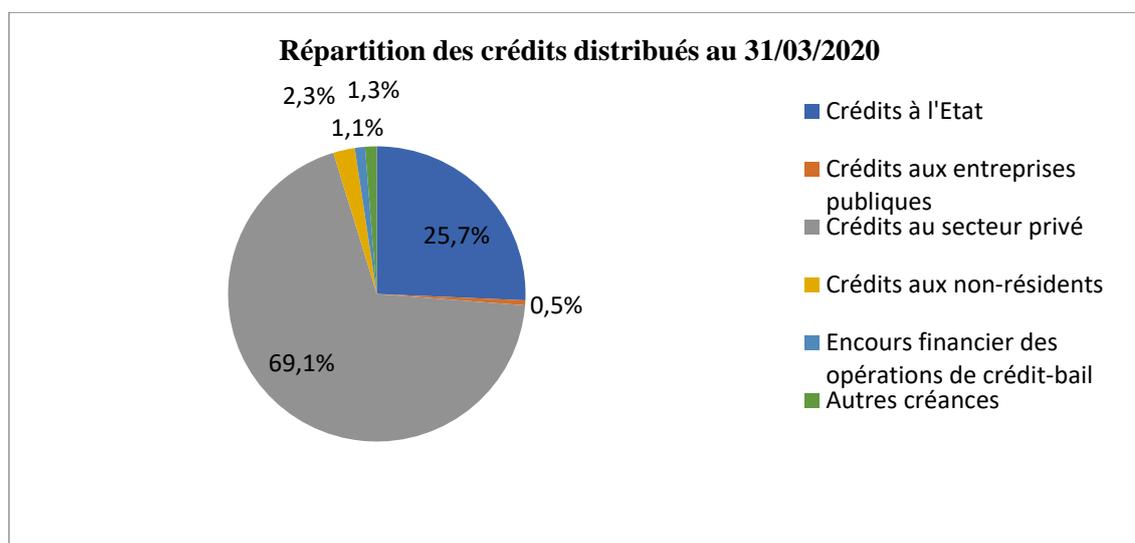
Les crédits bruts distribués au 31 mars 2020 ont reculé de 2,4% à 1 528,6 milliards de FCFA contre 1 565,4 milliards un an auparavant.

Les crédits octroyés à l'Etat ont baissé de 6,5% à 392,8 milliards de FCFA à la fin du premier trimestre 2020. Ceux-ci ont représenté 25,7% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé et aux non-résidents ont connu des baisses respectives de 0,4% à 1 055,5 milliards de FCFA et de 1,1% à 35,9 milliards en mars 2020. Les crédits accordés au secteur privé ont représenté 69,1% du total des crédits contre 67,7% en mars 2019.

Les crédits consentis aux entreprises publiques, qui ont représenté 0,5% du total des crédits bruts, ont baissé de 40,1% à 8,2 milliards de FCFA à la fin de mars 2020 contre 13,7 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une hausse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 17 milliards de FCFA en mars 2020 contre 15,6 milliards un an plus tôt.



Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires

Crédits distribués (en milliards de FCFA)	31/03/2018	31/03/2019	31/03/2020	2019/2020
Crédits à l'Etat	443,3	420,3	392,8	-6,5%
Crédits aux entreprises publiques	17,9	13,7	8,2	-40,1%
Crédits au secteur privé	965,7	1 059,4	1 055,5	-0,4%
Crédits aux non-résidents	58,2	36,3	35,9	-1,1%
Encours financier des opérations de crédit-bail	11,4	15,6	17,0	9,0%
Autres créances	19,9	20,1	19,2	-4,5%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 516,4	1 565,4	1 528,6	-2,4%

Sources : COBAC

II.13 LE SECTEUR DE L'ASSURANCE

L'observé du premier trimestre 2020 a montré un marché de l'assurance marqué par un regain timide d'activité. En effet, le chiffre d'affaires a faiblement progressé (+1,1%) pour s'établir à 37,4 milliards de FCFA contre 37 milliards FCFA à la même période en 2019. Cette évolution est soutenue par l'activité de la branche Non Vie. Toutefois, la poursuite de la reprise du marché dépendra en grande partie de l'assurabilité des nouveaux risques dans les segments "Tous Risques Chantier et Habitation"

Evolution du chiffre d'affaires par branche

(En milliards de FCFA)	Premier trimestre				Répartition du C.A par branche en 2020
	2018	2019	2020*	2020/2019	
Branches					
Non Vie	25,7	32,4	33,0	1,9%	88%
Vie	4,7	4,6	4,4	-4,3%	12%
Total	30,4	37,0	37,4	1,1%	100%

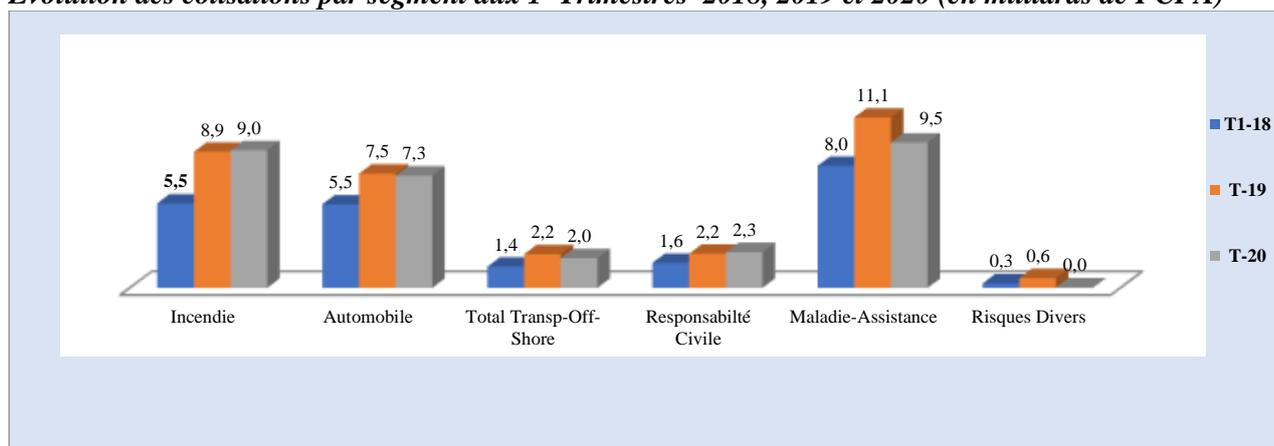
Sources : Groupes OGAR, NSIA, SUNU et les sociétés SAHAM, AXA et ASSINCO ; données indisponibles SAHAM VIE ; 2020* = Estimations des Sociétés d'assurances

II.13.1. La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires de la branche Non Vie (ou assurance dommages) s'est apprécié de 1,9% pour se situer à 33 milliards de FCFA au premier trimestre 2020 contre 32,4 milliards FCFA au premier trimestre 2019. Ce résultat est corrélé au volume des primes sur les segments «Incendie» (+1,1% à 9 milliards) et «Responsabilité Civile» (+4,5% à 2,3 milliards FCFA). Cette branche génère 88% de l'encours des primes du secteur.

En termes de parts de marché, les groupes OGAR, SAHAM et la société ASSINCO se répartissent 78% du chiffre d'affaires du secteur sur la période sous revue.

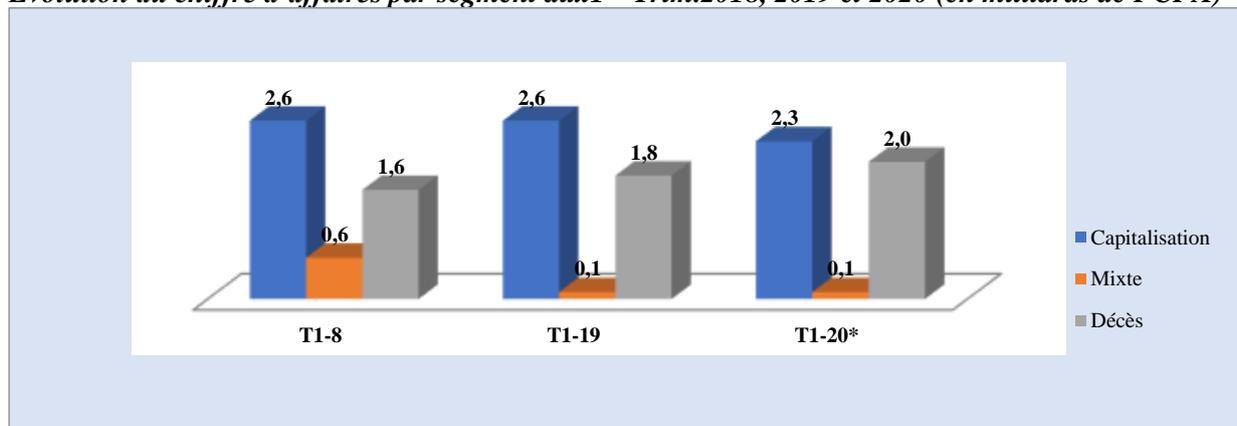
Evolution des cotisations par segment aux 1^{er} Trimestres 2018, 2019 et 2020 (en milliards de FCFA)



II.13.2. La Branche Vie et Capitalisation

Au premier trimestre 2020, l'activité de la branche Vie est restée atone. Elle a généré un chiffre d'affaires de 4,4 milliards de FCFA, en recul de 4,3% par rapport à la même période en 2019. Ce repli est consécutif à la hausse du niveau des avances et rachats sur les contrats d'épargne. En conséquence, le produit Capitalisation, qui représente 52% de parts de la branche, a fléchi de 11,5% à 2,3 milliards FCFA. La branche représente 18% du total des primes émises du secteur.

Evolution du chiffre d'affaires par segment aux 1^{ers} Trim. 2018, 2019 et 2020 (en milliards de FCFA)



II.13.2.1. Les Commissions versées aux courtiers

Le total des commissions versées aux intermédiaires s'est contracté de 4,1% à 4,7 milliards de FCFA sur la période d'analyse, en liaison avec la baisse du niveau d'affaires apportées dans la branche Vie. Ainsi, les commissions versées pour le compte des activités Non Vie ont régressé de 6,3% à 4,5 milliards FCFA. En revanche, celles de la branche Vie ont presque doublé, se situant à 200 millions FCFA au premier trimestre 2020.

II.13.2.2. Les sinistres réglés

En termes de charge des sinistres payés, la cadence de règlement s'est améliorée de 5,1% pour un volume global de 10,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019.

La branche Non Vie représente près de 63% des sinistres réglés du secteur. Le montant des sinistres réglés pour le compte Non Vie a fléchi de 1,5% à 6,5 milliards FCFA. Par contre, dans la branche Vie, la charge des sinistres payée a augmenté de 31% à 3,8 milliards FCFA.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2020

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au premier trimestre 2020, l'inflation a été maîtrisée, confirmant la tendance baissière des prix à la consommation observée depuis plus d'une année. En effet, à fin mars 2020, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des Ménages rénové¹ (IHPC) s'est situé, en moyenne annuelle à +0,9% contre +4,7% sur la même période en 2019. Cependant, bien que la hausse des prix ait été modérée au 1^{er} trimestre 2020, l'évolution des prix a été mitigée au niveau des différents postes consommation : ceux ayant enregistré une baisse des prix et d'autres en ont plutôt observé un relèvement.

Parmi les secteurs ayant connu une hausse des prix au 1^{er} trimestre 2020, on dénombre : les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,6%), les transports (+2,2%), les communications (+2,3%) et l'enseignement (+2,9%).

Dans le détail, la hausse des prix des Produits alimentaires provient essentiellement de produits locaux notamment le pain (+9,6%), les légumes frais en fruit ou racine (+6,6%), les légumes frais en feuilles (+4,9%), les tubercules plantain (+8,0%) ainsi que le poisson et autres produits séchés ou fumés (+4,7%). Cette hausse est essentiellement liée aux difficultés aussi bien conjoncturelles que structurelles rencontrées dans le secteur transport ainsi qu'à la faiblesse d'offre de production. L'accroissement des prix du Transport découle de la hausse de prix des lubrifiants et carburants (+7,5%) dont l'essence (+1,0%), le litre de gasoil (+4,9%), du relèvement des coûts de transport urbain et intra-urbain en lien avec les mesures gouvernementales liées au Covid 19 (baisse de capacité de transport en limitant le nombre de places dans les transports en commun, limitation des transports interurbains, etc.).

Néanmoins, certains postes ont enregistré une baisse des prix au 1^{er} trimestre 2020. Il s'agit notamment du « logement, eau et électricité » (-0,9%), en lien avec la baisse des factures d'électricité (-4,2%) et d'eau (-7,9%), de la « Santé » (-0,033%) et des Biens & Services divers (-0,2%).

L'inflation sous-jacente est aussi ressortie à +0,9%, une légère hausse expliquée par la totalité des postes : *Energie* (+1,0%), *Produits frais* (+1,6%) et *Hors Energie et Produits frais* (+1,0%).

Sur le plan **sectoriel**, la hausse des prix a été observée sur tous les secteurs : primaire (+1,8%), secondaire (+1,0%) et tertiaire (+0,1%). Les prix des produits importés ont progressé de 1,3%. Sur le plan de la durabilité, les prix ont progressé sur les produits *non-durables* (+1,7%), *semi-durables* (+0,1%) et de *services* (+0,1%).

Au total, la maîtrise globale des prix est liée à la baisse des prix de pétrole sur le marché international dont des coûts de transport, d'une part, du renforcement du contrôle de prix par la DGCC sur toute l'étendue du territoire national, d'autre part.

¹Depuis janvier 2020, la Direction Générale de la Statistique publie un nouvel indice prix, construit sur une base des prix de 2018. Les pondérations proviennent de l'Enquête Gabonaise pour le suivi et l'Evaluation de la Pauvreté au Gabon (EGEP II) de 2017. Il couvre l'ensemble des ménages du territoire en milieu urbain et rural.

Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestriel (en %)				Premier trimestre				Glissement mensuel (en %)
		2019			2020	Indice moyen		Variation (%)		
		T2	T3	T4	T1	2019	2020	2019	2020	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	2,0	1,0	0,6	0,9	100,2	101,0	4,7	0,9	0,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4008	1,8	0,1	0,3	1,6	100,1	101,7	5,6	1,6	1,4
<i>Céréales non transformées</i>	481				-1,1	101,2	100,0		-1,1	-2,2
<i>Pains</i>	143				9,6	96,2	105,4		9,6	9,8
<i>Bœufs</i>	130				2,2	96,3	98,4		2,2	2,6
<i>Volaille</i>	318				4,7	101,4	106,2		4,7	5,4
<i>Poissons frais</i>	255				-4,6	101,8	97,1		-4,6	-5,9
<i>Poissons et autres produits séchés ou fumés</i>	107				4,7	99,6	104,3		4,7	4,5
<i>Huiles raffinées</i>	419	-5,9	-6,8	-4,3	-0,1	99,1	99,0	-0,1	-0,1	-0,3
<i>Légumes frais en fruit ou racine</i>	193				6,6	103,2	110,1		6,6	4,3
<i>Légumes frais en feuilles</i>	94				4,9	95,4	100,1		4,9	2,6
<i>Tubercules. plantain</i>	205				8,0	101,8	110,0		8,0	10,1
Boissons alcoolisées et tabac	170	0,7	2,3	1,8	-0,3	100,4	100,0	0,9	-0,3	-0,7
Articles d'habillement et chaussures	532	2,7	3,7	3,2	0,2	99,9	100,1	1,4	0,2	0,2
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1550	2,7	1,7	1,1	-0,9	101,2	100,3	5,0	-0,9	-0,9
<i>Alimentation en eau</i>	89				-7,9	108,2	99,7		-7,9	-7,9
<i>Electricité</i>	309				-4,2	103,8	99,5		-4,2	-3,7
<i>Gaz</i>	67				-0,9	100,0	99,1		-0,9	-3,3
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	383	-0,7	-0,8	-0,7	0,7	99,1	99,8	2,0	0,7	1,7
Santé	233	-1,9	-3,4	-3,7	0,0	100,1	100,1	5,9	0,0	0,0
Transports	817	1,8	0,4	1,6	2,2	99,0	101,2	5,1	2,2	2,0
<i>Carburants et lubrifiants</i>	249				7,5	96,5	103,7		7,5	7,6
Communications	555	5,2	0,1	-1,2	2,3	100,0	102,3	10,6	2,3	0,4
Loisirs et culture	460	0,5	0,8	1,3	0,1	99,9	100,0	0,5	0,1	0,1
Enseignement	325	25,0	25,1	0,3	2,9	100,0	102,9	24,3	2,9	2,9
Restaurants et hôtels	586	-3,4	-4,0	-3,5	0,7	99,8	100,6	2,4	0,7	0,1
Biens et services divers	381	0,2	0,3	0,0	-0,2	99,8	99,6	0,3	-0,2	-0,5

Source : DGStat

III.2 L'EMPLOI PUBLIC

III.2.1 L'évolution de l'emploi public

A fin mars 2019, le nombre des salariés dans le secteur public a baissé de 0,1% pour s'établir à 102 523 agents. Cette évolution provient essentiellement du repli des effectifs des agents de la

main d'œuvre non permanent (-5,2%), en dépit de la légère hausse des effectifs des agents de la fonction publique (0,7%).

Le relèvement des effectifs de la fonction publique au premier trimestre 2020 est lié au recrutement des agents en présalaires dans les secteurs prioritaires. La baisse des effectifs de la MONP est consécutive à :

- la poursuite de l'application des mesures d'ajustements sur les effectifs de cette catégorie ;
- la poursuite de l'application des mesures d'ajustements sur les autres départements ministériels hors secteurs prioritaires définis par l'arrêté du Premier Ministre, prolongeant le gel des recrutements pour une période de 36 mois jusqu'en août 2021 ;
- et la mise à la retraite systématique des agents ayant atteint la limite d'âge.

Evolution de l'emploi dans le secteur public (hors collectivité locale et MONP)

Effectifs du public	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2019			2020			
	T2	T3	T4	T1	2019	2020	Variation
Fonction publique	89 913	89 209	84 783	88 934	88 299	88 934	0,7%
MONP	14388	14494	14 622	13 589	14 339	13 589	-5,2%
Total*	104 301	103 703	99 405	102 523	102 638	102 523	-0,1%

Sources : DGBFIP, *(sans collectivité locales)

III.2.2 la variation des effectifs par département

La hausse des effectifs de la fonction publique a été essentiellement tirée par l'accroissement du nombre d'agents dans les départements de l'Administration Générale (+11,1%) et de l'Administration de l'Education (+2,3%). Cette progression résulte de l'opération de régularisations des situations administratives des agents de ces administrations.

Par contre, toutes les autres Administrations de la fonction publique ont enregistré une diminution de leurs effectifs. Il s'agit notamment de l'administration des Pouvoirs publics (-0,7%), de l'Administration économique (-1,3%) et de l'Administration sociale (-1,9%). La baisse des effectifs dans plusieurs Administrations publiques traduit la volonté du Gouvernement de réduire la masse salariale de l'Etat gabonais.

L'évolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Département	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2 019			2020	2019	2020	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Pouvoirs Publics	24364	24174	22431	22265	22429	22265	-0,7%
Administration Générale	14798	14683	15 186	15 138	13 623	15 138	11,1%
Administration Economique	7668	7608	7 047	6 969	7 059	6 969	-1,3%
Administration du Développement	3817	3787	3 506	3473	3 514	3473	-1,2%
Administration des Transports	1130	1121	1 036	1 031	1 040	1 031	-0,9%
Administration de l'Education	26130	25925	24 678	24 606	24 054	24 606	2,3%
Administration Sociale	11929	11835	10 849	10768	10 981	10768	-1,9%
Autres	77	77	50	4 684	5599	4 684	-16,3%
Total	89 913	89 210	84 783	88 934	88 299	88 934	0,7%

Sources : DGBFIP

III.2.3 les effectifs de la Main d'œuvre non permanente

Les effectifs de la main d'œuvre non permanente ont baissé de 5,2% à fin mars 2020, pour s'établir à 13 589 agents. Cette évolution est la résultante de la politique de non remplacement systématique des agents de cette catégorie admis à faire valoir leurs droits à la retraite. Il s'agit d'une mesure d'ajustement sur les effectifs préconisés par le gouvernement dans le but de réduire la masse salariale de l'Etat.

III.3. LES SALAIRES

La dépense de personnel du secteur public a été exécutée à hauteur de 169,1 milliards de Fcfa, au 1^{er} trimestre 2020, soit une hausse de 0,6% par rapport au premier trimestre 2019. Cette progression s'explique par l'évolution de la solde permanente (+2,2%) dans un contexte de baisse de celle de la main d'œuvre non permanente (-43,1%).

Évolution de la masse salariale du secteur public

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2019			2020	2019	2020	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Solde Permanente	158,5	158,9	152,7	159,9	156,4	159,9	2,2%
Monp	15,4	8,0	13,6	4,7	8,3	4,7	-43,1%
Autres	4,0	4,5	5,1	4,5	3,4	4,5	31,0%
Total*	178,0	171,4	171,4	169,1	168,1	169,1	0,6%

Sources : DGBFIP

III.3.1. La solde permanente par administration

La solde permanente payée dans l'ensemble des départements s'est améliorée de 0,1% pour se situer à 159,9 milliards FCFA. La légère progression des rémunérations dans l'administration, au premier trimestre 2020, est expliquée essentiellement par la hausse des effectifs de la fonction publique notamment dans l'administration générale (+10%), des pouvoirs publics (+1,2%), de l'éducation (+1,7%) et de la santé (+1,0%).

Toutefois, certains départements ministériels ont enregistré une baisse de leur masse salariale, il s'agit notamment de l'administration économique (-3,2%), de l'administration des transports (-5,9%) et l'administration de développement (-1,6%), en lien avec la baisse des effectifs de ces administrations.

Par ailleurs, comme au 1^{er} trimestre 2019, la structure d'absorption de la masse salariale totale des départements ministériels demeure inchangée au 1^{er} trimestre 2020. L'éducation (+32,3%) a la masse salariale la plus élevée, suivi des pouvoirs publics (+25,7%), de l'administration générale (+17,2%) et l'administration sociale (+12,4%).

Evolution de la solde permanente par département

En milliards FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2 019			2020	2019	2020	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Pouvoirs Publics	41,2	41,4	42,3	42,1	40,6	41,1	1,2%
Administration Générale	25,4	25,4	30,1	28,1	25,0	27,5	10,0%
Administration Economique	12,6	12,6	11,4	12,3	12,4	12,0	-3,2%
Administration du Développement	6,3	6,3	6,0	6,2	6,2	6,1	-1,6%
Administration des Transports	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7	1,6	-5,9%
Administration de l'Education	51,1	51,3	43,3	50,0	50,7	51,6	1,7%
Administration Sociale	19,9	20,0	17,8	19,2	19,6	19,8	1,0%
Autres	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0%
TOTAL	158,5	158,9	152,7	159,9	156,4	159,9	0,1%

Sources : DGBFIP

III.3.2. La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

A fin mars 2020, la masse salariale de la main d'œuvre non permanente (MONP) a baissé de 43,1%, en liaison avec le repli des effectifs dans le cadre de la centralisation de la gestion des dépenses de cette catégorie de personnel.

III.4 LE BUDGET

III.4.1 Les soldes budgétaires

Les différents soldes budgétaires (primaire, base ordonnancement et base caisse) affichent tous des soldes excédentaires, au terme du premier trimestre 2020.

En effet, **le solde primaire** à fin mars 2020 affiche un solde excédentaire de 99,4 milliards de FCFA. Cette embellie est liée à la consolidation des recettes budgétaires (+10,3%), malgré une légère hausse des dépenses primaires (+1,9%).

Le **solde base engagement**, incluant la charge de la dette publique, enregistre également un excédent de 25,2 milliards FCFA sur la même période. Celui-ci résulte de l'accroissement des recettes budgétaires nonobstant le renforcement des dépenses budgétaires (+13,7%).

Le **solde base caisse** est ressorti excédentaire au premier trimestre 2020, confirmant la tendance observée sur les quatre derniers trimestres. En effet, le solde base caisse a affiché un excédent de 14,6 milliards de FCFA à fin mars 2020 contre un déficit de 44,7 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. L'amélioration de ce solde s'est faite dans un contexte d'excédent du solde base ordonnancement et d'efforts entrepris pour diminuer le stock d'arriérés

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2019			2020	2019	2020	Variation 20/19
	T2	T3	T4	T1			
Recettes pétrolières	224,9	208,3	213,7	127,8	100,3	127,8	27,4 %
Recettes hors pétrole*	343,4	311,5	344,6	296	283,9	296	4,3 %
Recettes totales	568,2	519,8	558,3	423,8	384,2	423,8	10,3%
Dépenses de fonctionnement	278,4	292,1	281,3	265,5	243,6	265,5	9,0%
Dépenses d'investissement	32,0	121,0	117,1	11,7	11,2	11,7	4,5%
Autres dépenses	63,6	58,6	107,7	46,5	63,7	46,5	-27,0%
Dépenses primaires	374,0	471,7	506,0	324,4	318,4	324,4	1,9%
Intérêts sur la dette	78,0	35,6	79,1	74,2	32,2	74,2	130,4%
Dépenses totales	451,9	507,3	585,1	398,6	350,6	398,6	13,7%
Solde primaire	194,3	48,2	52,3	99,4	65,8	99,4	51,1%
Solde base engagement	116,3	12,6	-26,8	25,2	33,6	25,2	-25,0%
Variations des arriérés	-52,8	48,8	30,9	-10,6	-49,7	-10,6	-78,7%
Solde base caisse	63,5	61,4	4,1	14,6	-16,1	14,6	-190,6%

Source : DGCPT, * y compris les recettes comptes spéciaux

III.4.2. L'exécution des recettes

Entre janvier et mars 2020, les recettes ont été collectées à hauteur de 423,8 milliards FCFA, (soit 21,3% des prévisions annuelles) contre 384,2 milliards de FCFA à la même période en

2019. Cette embellie de +10,3% est consécutive à l'accroissement conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières.

III.4.2.1 Les recettes pétrolières

Arrêtées à 664,6 milliards de FCFA dans la loi de finances 2020, les recettes pétrolières ont été collectées à hauteur de 19,2% au premier trimestre 2020. Comparativement au premier trimestre de l'année précédente, elles ont augmenté de 27,4%, du fait de la hausse de la production pétrolière conjuguée à l'appréciation du taux de change dollar/Franc CFA, malgré la diminution des cours du baril du pétrole.

Par rapport aux prévisions, l'exécution des recettes pétrolières a été de 0,4% pour les transferts SOGARA, de 10,2% pour la redevance minière proportionnelle, de 3,4% pour les autres recettes et de 5,0% pour les impôts sur les sociétés.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2019			2020	2019	2020	Variation 20/19
	T2	T3	T4	T1			
Impôts sur les sociétés	67,0	27,1	24,0	33,3	4,8	33,3	594,0%
Redevance Minière Proportionnelle	86,0	90,5	83,1	67,8	53,5	67,8	26,7%
Autres	54,8	65,9	75,5	22,8	21,7	22,8	5,1%
Transferts SOGARA	17,0	24,9	31,2	3,9	20,2	3,9	-80,7%
Total des recettes pétrolières	224,9	208,3	213,7	127,8	100,3	127,8	27,4%

Source : DGCPT

III.4.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 324,5 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2020, les recettes hors pétrole se sont établies à 296,0 milliards de FCFA au terme des trois premiers mois de l'année, soit un taux d'exécution de 22,3%. Cette consolidation des recettes hors pétroles (+4,3%) résulte des performances réalisées en matière de recouvrement de toutes les catégories de recettes, nonobstant le retrait des recettes issues de l'impôt sur les sociétés.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2019			2020	2019	2020	Variation 20/19
	T2	T3	T4	T1			
Droits de douanes	63,5	93,0	63,8	69,1	65,3	69,1	5,8%
Taxes sur les biens et services	59,7	29,9	61,0	25,4	36,0	25,4	29,4%
<i>dont TVA</i>	<i>47,4</i>	<i>15,5</i>	<i>45,6</i>	<i>14,1</i>	<i>23,7</i>	<i>14,1</i>	<i>-40,5%</i>
Impôts directs	144,7	46,0	101,6	102,1	119,2	102,1	-14,3%
Autres recettes	45,5	107,6	99,6	56,6	47,8	56,6	18,4%
Recettes hors comptes spéciaux	313,4	276,6	326,0	263,7	268,2	263,7	-1,7%
Recettes comptes spéciaux	29,9	35,0	18,7	32,3	15,7	32,3	106,0%
Total des recettes hors pétrole	343,4	311,5	344,6	296,0	283,9	296,0	4,3%

Source : DGCP

III.4.3. Les dépenses budgétaires

A fin mars 2020, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré une hausse de 13,7% pour s'établir à 398,6 milliards FCFA, ce qui représente un taux d'exécution de 19,8% par rapport aux prévisions de la LF 2020. Les dépenses budgétaires hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires) ont été en légère hausse de 1,9% à 324,4 milliards de FCFA. L'accroissement des dépenses primaires s'explique par la hausse des dépenses de fonctionnement (+9,0%) et des dépenses d'investissement (+4,5%), en dépit de la baisse des autres dépenses (-27%).

III.4.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 098,1 milliards FCFA dans la loi de finances initiale 2020, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 265,5 milliards FCFA à fin mars 2020, représentant un taux de réalisation de 24,2% par rapport à la LF 2020. Comparativement au premier trimestre 2019, ces dépenses ont progressé de 9,0% suite à la hausse conjointe des dépenses de personnel (+0,6%), des dépenses en biens et services (+75,3%), malgré la contraction des transferts et subventions (-2,2%).

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 169,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 24,3% de la dotation de la loi de finances. Comparativement aux trois premiers mois de l'année 2019, elles ont augmenté de 0,6% du fait de la maîtrise de l'évolution de la solde de la main d'œuvre non permanente (-0,5 milliards de FCFA) et de la quasi-stabilité des autres dépenses de personnel (+1,1 milliard FCFA). La solde permanente est en hausse de (+22,7 milliards de FCFA).

Sur une dotation de 279,1 milliards de FCFA, les dépenses en biens et services se sont établies à 51,2 milliards FCFA, au terme des trois premiers mois, soit un taux d'exécution de 18,3%. Ce poste est en hausse de 75,3% comparativement au niveau atteint sur la même période en 2019 du fait du relèvement des dépenses relatives à la crise sanitaire (+21,7 milliards FCFA par rapport au premier trimestre 2019).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 45,2 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 16,2% de l'autorisation budgétaire de 2020. Ces dépenses ont baissé de 2,2% par rapport au premier trimestre 2019, suite à la diminution des autres transferts et interventions (-1,6 milliard FCFA), malgré une légère hausse des dépenses liées au soutien des prix des carburants (+0,5 milliard FCFA).

III.4.3.2 La charge de la dette

Votées à 233 milliards FCFA dans la loi de finances 2020, les dépenses relatives à la charge de la dette ont été exécutées à hauteur de 31,9% sur les premiers mois de l'année pour s'établir à 74,2 milliards de FCFA. Comparativement à l'année précédente, elles sont en hausse (+130,4%).

III.4.3.3 Les dépenses d'investissement

Au premier trimestre 2020, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur 2,2% par rapport à la loi de finances 2020, en hausse de 0,4 point comparativement à 2019. Les dépenses d'investissement ont progressé de 4,5% par rapport à la même période en 2019 à 11,7 milliards FCFA. La hausse de ces dépenses s'explique par une meilleure exécution du budget d'investissement financé sur ressources propres (+14,6%), malgré la baisse des financements extérieurs (-21,4%).

III.4.3.4 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 46,5 milliards FCFA au premier trimestre de l'année 2020 contre 63,7 milliards de FCFA à la même période une année plus tôt.

Le repli de ces dépenses (-27,0%) s'explique par une baisse du solde des « comptes spéciaux » (-18,4%) et de la chute des prêts nets et participations (-95,4%), nonobstant le renforcement des dépenses relatives à la CNAMGS (+221%) et à l'entretien routier (+162,0%).

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre		
	2019			2020	2019	2020	Variation
	T2	T3	T4	T1			
Fonctionnement	278,4	292,1	281,3	265,5	243,6	265,5	9,0%
Salaires et traitements	178,0	171,4	171,4	169,1	168,1	169,1	0,6%
Biens et services	46,8	46,2	33,8	51,2	29,2	51,2	75,3%
Transferts et subventions	53,7	74,4	76,1	45,2	46,2	45,2	-2,2%
Investissements	32,0	121,0	117,1	11,7	11,2	11,7	4,5%
Ressources propres	23,2	73,7	69,8	9,5	8,3	9,5	14,6%
Finex	8,8	47,3	47,3	2,2	2,8	2,2	-21,4%
Autres dépenses	63,6	58,6	107,7	46,5	63,7	46,5	-27,0%
Prêts nets y c prise de participation	12,1	19,0	25,8	0,8	17,7	0,8	-95,4%
FER	0,0	3,2	7,8	3,4	1,3	3,4	162,0%
CNAMGS	19,7	2,7	19,1	7,7	2,4	7,7	221,0%
FNDS	0,3	1,2	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Comptes spéciaux	31,3	32,5	53,0	34,6	42,4	34,6	-18,4%
Total dépenses primaires	374,0	471,7	506,0	324,4	318,4	324,4	1,9%
Intérêts sur la dette	78,0	35,6	79,1	74,2	32,2	74,2	130,4%
Total dépenses	451,9	507,3	585,1	398,6	350,6	398,6	13,7%

Source : DGCPT

III.5 LA DETTE PUBLIQUE

Cette analyse de la dette publique s'articule principalement autour de trois (3) axes : le règlement, les tirages et le stock de la dette. Au terme des trois (3) premiers mois de l'année 2020, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une forte hausse des règlements, des décaissements et un accroissement léger du stock de la dette. Les efforts de règlement et de tirage observés au 1^{er} trimestre 2020 confirment la stratégie adoptée par le Gouvernement, qui consiste à anticiper sur le règlement de certaines dettes en levant les fonds sur le marché financier.

III.5.1 Le règlement de la dette

A fin mars 2020, l'Etat Gabonais a consenti les moyens importants pour honorer ses engagements. En effet, le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 648,0 milliards de FCFA contre 143,6 milliards de Fcfa au 1^{er} trimestre 2019.

Le règlement de la dette extérieure (88% des paiements) a été effectué à hauteur de 570,1 milliards de FCFA au 1^{er} trimestre 2020 contre 116,9 milliards de Fcfa à la même période en 2019. Les paiements ont porté essentiellement sur la dette des marchés financiers internationaux (75,6% des parts) à hauteur de 490 milliards de Fcfa au 1^{er} trimestre 2020. La dette multilatérale a été payée pour 35,2 milliards de Fcfa, la bilatérale pour 21,1 milliards et la commerciale pour 23,9 milliards de Fcfa.

Ces règlements intègrent le paiement d'arriérés à hauteur de 554,1 millions de FCFA, dont 533,8 millions de FCFA au profit des créanciers commerciaux, 18,7 millions de F.CFA pour les bilatéraux et 1,55 million auprès des multilatéraux.

Le paiement de la dette intérieure à fin mars 2020 s'est élevé à 77,9 milliards de FCFA contre 26,6 milliards de Fcfa en 2019. La dette sur le marché financier régional a été payée à hauteur de 42,7 milliards de Fcfa, la bancaire de 20,2 milliards de Fcfa et le moratoire de 15 milliards de Fcfa.

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre			
	2019			2020	2019	2020	Poids	Variation
	T2	T3	T4	T1				
Dette extérieure	266,2	143,0	92,8	570,1	116,9	570,1	88,0%	387,7%
Multilatérale	73,8	43,6	29,6	35,2	19,4	35,2	5,4%	81,3%
Bilatérale	35,8	18,7	1,0	21,1	20,4	21,1	3,2%	3,2%
Commerciale	114,5	80,7	20,3	23,9	77,1	23,9	3,7%	-69,0%
Marché financier Internat.	42,1	0	41,9	490,0	-	490,0	75,6%	
Dette intérieure	118	98,2	75,3	77,9	26,6	77,9	12,0%	192,8%
Bancaire	52,4	42,7	8,8	20,2	24,8	20,2	3,1%	-18,7%
Moratoires	2,0	-	20,0	15,0		15,0	2,3%	
Divers	20,0	2,0	5,0		-			
Marché financier Rég.	43,6	53,5	41,5	42,7	1,8	42,7	6,6%	
Total	384,2	241,2	168,1	648,0	143,6	648,0	100,0%	351,2%

Source : Direction Générale de la Dette

III.5.2. L'évolution des tirages sur financement

De janvier à mars 2020, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs. Le montant total des décaissements s'est établi à 652,7 milliards de FCFA sur cette période contre 68,4 milliards de Fcfa au 1^{er} trimestre en 2019.

Cette forte augmentation résulte des tirages sur financements extérieurs auprès les marchés financiers (emprunt obligataire international de 1 milliard de USD, soit 595,175 milliards de FCFA) et de façon subsidiaire, des bailleurs de fonds bilatéraux (2 milliards de Fcfa) et tirages sur financement intérieur auprès des marchés régionaux (55,3 milliards de Fcfa).

Les tirages auprès des bailleurs de fonds extérieurs ont représenté 91,5% de l'enveloppe globale.

Evolution des tirages sur financement

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre			
	2019			2020	2019	2020	Poids	Variation
	T2	T3	T4	T1				
Dettes extérieures	148,9	47,8	135,4	597,4	68,4	597,4	91,5%	773,4%
Multilatérale	123,3	46,5	36,8	0,2	65,6	0,2	0,0%	-99,7%
Bilatérale	25,6	1,3	94,6	2,0	2,8	2,0	0,3%	-27,7%
Commerciale			4,0					
Marché financier Inter.				595,2	-	595,2	91,2%	
Dettes intérieures	23,5	41,1	58,7	55,3		55,3	8,5%	0,1%
Marché financier Rég.	23,5	41,1	58,7	55,3		55,3	8,5%	
Total	172,4	88,9	194,1	652,7	68,4	652,7	100,0%	854,3%

Source : DGD

III.5.3 Le stock de la dette publique

Au cours des trois (3) premiers mois de l'année 2020, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 9,0% à 5607,2 milliards de FCFA. La hausse du stock de la dette publique est imputable essentiellement à l'accroissement de l'encours de la dette extérieure (7,1%) et de la dette intérieure (14,2%).

L'augmentation de la dette extérieure (7,1%) est due au renforcement des engagements notamment du marché financier international, des bailleurs multilatéraux et des bilatéraux, en dépit du repli des engagements auprès des créanciers commerciaux.

Dans ce contexte, à fin mars 2020, la structure du portefeuille de la dette publique est composée à 71,9% de la dette extérieure et à 28,1% de la dette intérieure contre 73,2% de la dette extérieure et 26,8% de la dette intérieure sur la même période en 2019.

Evolution du stock de la dette publique

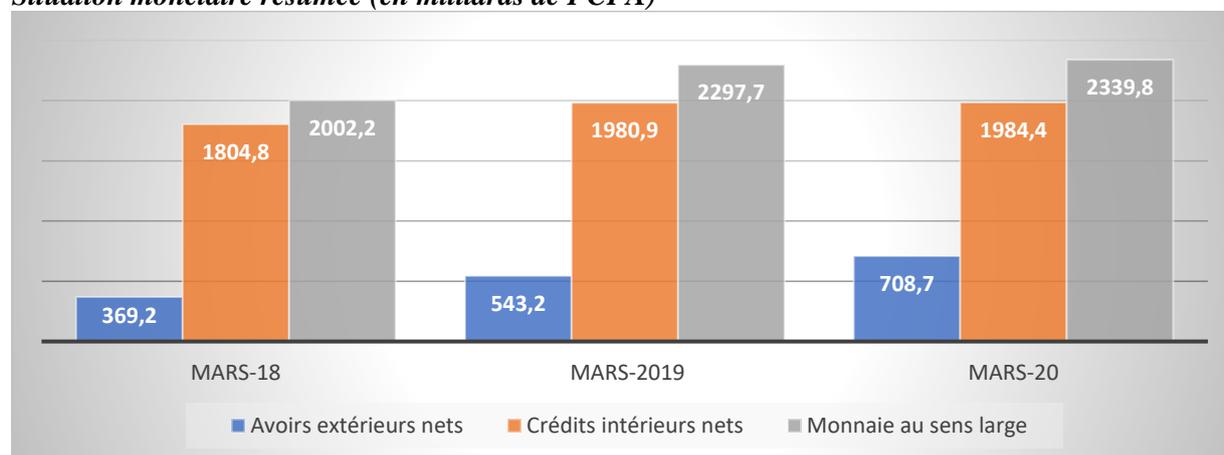
En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier trimestre				
	2019			2020	2019		2020	Poids	Variation
	T2	T3	T4	T1	2019	2020			
Dettes extérieures	3764,2	3807,1	3875,6	4031,6	3763,1	4031,6	71,9%	7,1%	
Multilatérale	1362,7	1384,6	1399,9	1405,0	1274,1	1405,0	25,1%	10,3%	
Bilatérale	815,5	816,9	872,5	868,5	808,4	868,5	15,5%	7,4%	
Commerciale	325,5	304,8	324,81	307,7	403,3	307,7	5,5%	-23,7%	
Marché financier International	1260,5	1300,8	1278,4	1450,4	1277,2	1450,4	25,9%	13,6%	
Dettes intérieures	1337,7	1300,2	1470,9	1575,5	1379,0	1575,5	28,1%	14,2%	
Bancaire	738,7	707,9	686,04	788,0	754,2	788,0	14,1%	4,5%	
Moratoires	210,6	210,6	232,8	220,9	221,7	220,9	3,9%	-0,3%	
Divers	5,0	5,0			7,0			-100,0%	
Marché financier Régional	383,4	376,7	552,1	566,5	396,1	566,5	10,1%	43,0%	
Total	5101,9	5107,3	5346,6	5607,2	5142,0	5607,2	100,0%	9,0%	

Source : DGD

III.6.LA SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire large, à fin mars 2020, est marquée par une légère hausse de la masse monétaire (+1,8%), une consolidation des avoirs extérieurs nets (+30,5%) et une quasi stabilité du crédit intérieur net (+0,2%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.6.1 les principaux agrégats monétaires

III.6.1.1 La masse monétaire (M2)

Au premier trimestre 2020, la masse monétaire augmente de 1,8% à 2339,8 milliards de CFA. Cette évolution est corrélée à la forte appréciation des avoirs extérieurs nets (+30,5%) et dans une moindre mesure du crédit intérieur net (+0,2%).

L'analyse des composantes met en relief une hausse des dépôts collectés (+2,2%) à 1966,0 milliards de FCFA et une stabilité de la circulation fiduciaire (-0,03%) à 373,8 milliards de FCFA.

La quasi-monnaie régresse de 16,3% à 665,3 milliards de FCFA sur la même période, traduisant une désépargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.6.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles augmentent de 56,1% à 353,3 milliards de FCFA, malgré une baisse des fonds propres de 0,2% à 481,7 milliards de FCFA.

III.6.2. Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se raffermissent de 6,7% à 2693,1 milliards de FCFA, consécutivement à l'appréciation des avoirs extérieurs nets (+30,5%).

III.6.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets s'apprécient fortement de 30,5% à 708,7 milliards de FCFA à fin mars 2020, suite à la hausse conjuguée des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (+32,1%) et ceux des banques commerciales (20,9%).

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2019				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2019	2020	Var 20/19
Avoirs extérieurs nets	543,2	519,4	469,3	479,8	543,2	708,7	30,5%
Banque centrale	463,3	449,9	329,1	385,1	463,3	612,1	32,1%
Banques primaires	79,9	69,5	140,2	94,7	79,9	96,6	20,9%

Source : Beac

De même, la situation du compte d'opérations s'améliore significativement, passant de 653,8 milliards de FCFA en mars 2019 à 886,6 milliards de FCFA en mars 2020.

Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 16,07 points pour s'établir à 71,26% au premier trimestre 2019.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2019				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2019	2020	Var 20/19
Compte d'opérations	653,8	665,5	548,8	668,9	653,8	886,6	35,6%

Source : Beac

III.6.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur net s'accroît légèrement de 0,2% à 1984,4 milliards de FCFA sur la période analysée, en liaison avec relèvement des créances nettes sur l'Etat alors que les crédits à l'économie se détériorent de 0,45%, à 1109,6 milliards de FCFA.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2019				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2019	2020	Var 20/19
Crédits intérieurs nets	1980,9	1964,5	1958,9	2084	1980,9	1984,4	0,18%
Créances nettes sur l'Etat	866,3	845,4	785,4	887,9	866,3	874,8	0,98%
Créances sur l'économie	1114,6	1119,1	1173,5	1196,1	1114,6	1109,6	-0,45%

Source : Beac

Les créances sur l'économie

Elles régressent de 0,45% à 1109,6 milliards de FCFA à fin mars 2020, consécutivement à l'effet d'éviction des créances sur l'Etat sur le secteur privé non financier.

Les créances nettes sur l'Etat

Au premier trimestre 2020, la situation nette débitrice de l'Etat s'établit à 874,8 milliards contre 866,3 milliards de FCFA un an plus tôt, traduisant ainsi une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire.

III.8.3 La politique monétaire

La crise sanitaire mondiale due à la pandémie du COVID-19, accompagnée de la chute des cours des matières, notamment du pétrole brut a occasionné une forte détérioration des termes de l'échange. Pour atténuer ses effets potentiels, la BEAC a proposé une série de mesures pour soutenir les économies de la CEMAC.

III.8.3.1 La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire, réuni le 27 mars 2010 a décidé de revoir à la baisse le Taux d'Intérêts des Appels d'Offres (TIAO) de 25 points de base, soit de 3,50% à 3,25% ; réviser de 100 points de base le Taux de la facilité du prêt marginal, de 6,00% à 5,00% ; porter les injections de liquidité de 240 milliards de FCFA à 500 milliards de FCFA et se rendre disponible à relever ce montant en cas de besoin ; élargir la gamme des effets privés admis comme collatéral des opérations de politique monétaire ; revoir à la baisse les niveaux des décotes applicables aux effets publics et privés admis comme collatéral pour les opérations de refinancement à la BEAC.

La grille des taux est la suivante :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,25%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%
Taux de pénalité aux banques	8,30%

De même, les facilités ont été fixées comme suit :

Facilité marginale de prêt	5%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été abaissés ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

La crise sanitaire mondiale a brutalement perturbé le fonctionnement de la plupart des économies. Ainsi, les perspectives de croissance demeurent négatives dans le monde pour 2020 avec une prévision de croissance de -3% sur l'ensemble de l'année 2020.

Au Gabon, bien que la situation économique, mesurée à travers les évolutions sectorielles, montre une activité globalement satisfaisante en ce qui concerne les secteurs primaire et tertiaire au premier trimestre, il est à craindre une détérioration au second trimestre au regard des difficultés actuelles de nos principaux partenaires économiques avec des risques de baisse de la demande.

A ces risques liés à l'évolution de la conjoncture internationale s'ajoute le risque d'une crise sanitaire plus logue au niveau national, compte tenu de l'impact des mesures restrictives qui touchent des secteurs comme le transport de passager, l'hôtellerie, la restauration et d'autres services.

Cette éventualité pourrait avoir des répercussions sur le niveau des finances publiques avec des pertes importantes de recettes budgétaires, des pertes d'emplois dans certaines branches et un risque de dégradation du secteur extérieur.

ANNEXES

Tableau 1 : Principales hypothèses

	Historique					Projections	
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	11,0	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9	10,4
Production de pétrole (en millions de Barils)	80,2	87,0	83,8	76,7	70,4	79,6	76,0
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	95,6	48,1	40,5	52,5	69,4	60,0	30,0
Prix moyen de Brent (en \$US)	98,9	52,4	43,7	54,3	70,8	64,0	36,9
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 061,5	5 246,5	6 138,4	5 985,0
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	213,2	164,2	155,3	206,2	219,0	169,5	147,3
Production de l'Or (en tonne)	1,1	1,5	1,0	0,1	0,1	0,1	0,3
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 269,1	1 392,2	1 640,1
Production de gaz (milliers de m3)	437,7	466,4	530,1	491,2	511,4	463,9	482,9
Prix de vente de gaz (USD/m3)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de change (en dollars/F.CFA)	493,6	591,2	592,8	580,9	555,2	585,9	585,0
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	3 862,6	4 179,5	3 586,2	4 904,9	5 846,7	7 330,2	7 195,8
Silico manganèse (milliers de tonnes)	-	14,5	15,1	21,5	41,0	39,6	33,9
Manganèse métal (milliers de tonnes)	-	1,8	5,3	6,5	8,9	8,2	7,0

Sources :DGEPF/MEGA

Tableau 2 : PIB ressources

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
Produit intérieur brut	9 368,9	9 886,9	8 697,9	5,5%	-12,0%	5 530,9	5 749,1	5 705,3	3,9%	-0,8%
PIB marchand	8 051,5	8 591,5	7 455,0	6,7%	-13,2%	4 497,6	4 726,5	4 675,2	5,1%	-1,1%
Secteur primaire	2 729,3	2 913,3	1 739,0	6,7%	-40,3%	1 077,1	1 210,1	1 214,7	12,3%	0,4%
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	426,3	468,5	9,1%	9,9%	325,6	354,7	397,2	8,9%	12,0%
Exploitation forestière	118,6	122,9	110,8	3,6%	-9,8%	78,3	81,0	74,3	3,5%	-8,3%
Pétrole brut	1 979,3	2 116,7	949,1	6,9%	-55,2%	563,3	636,6	607,9	13,0%	-4,5%
Mines	240,8	247,4	210,5	2,7%	-14,9%	109,9	137,7	135,2	25,4%	-1,8%
Secteur secondaire	2 195,5	2 303,3	2 234,5	4,9%	-3,0%	998,4	1 013,2	994,1	1,5%	-1,9%
Industries agro-alimentaires, boissons	182,8	201,8	212,0	10,4%	5,1%	123,3	132,3	135,2	7,3%	2,1%
Industrie du bois	196,6	198,6	179,9	1,0%	-9,4%	118,6	119,8	107,4	1,0%	-10,4%
Autres industries yc minières	324,5	345,3	355,3	6,4%	2,9%	170,0	176,7	177,3	3,9%	0,4%
Raffinage	9,4	8,7	8,5	-6,9%	-2,2%	7,3	6,4	6,2	-12,1%	-3,0%
Electricité, Eau	112,6	116,6	121,6	3,5%	4,3%	53,9	54,7	55,7	1,5%	1,9%
BTP	308,3	327,8	346,0	6,3%	5,6%	172,0	177,3	182,1	3,1%	2,7%
Recherche, services pétroliers	1 061,2	1 104,5	1 011,2	4,1%	-8,4%	353,4	346,0	330,2	-2,1%	-4,6%
Secteur tertiaire	2 560,0	2 782,6	2 915,5	8,7%	4,8%	1 904,5	1 983,2	1 979,9	4,1%	-0,2%
Transports & Communications	869,1	1 028,7	1 098,6	18,4%	6,8%	699,2	772,0	784,1	10,4%	1,6%
Services	1 010,0	1 053,5	1 084,7	4,3%	3,0%	769,2	785,3	768,6	2,1%	-2,1%
Commerce	507,8	523,0	539,2	3,0%	3,1%	279,1	281,0	275,7	0,7%	-1,9%
Services bancaires, assurances	282,6	279,3	288,9	-1,2%	3,5%	279,3	268,7	270,2	-3,8%	0,6%
SIFIM	-109,5	-101,8	-96,0	-7,0%	-5,7%	-122,2	-123,8	-118,7	1,3%	-4,1%
DTI et TVA	566,8	592,3	566,0	4,5%	-4,4%	517,5	520,1	486,6	0,5%	-6,4%
PIB non marchands	1 317,4	1 295,4	1 242,9	-1,7%	-4,1%	1 033,4	1 022,6	1 030,2	-1,0%	0,7%

Sources DGEPF/MEGA

Tableau 3 : PIB emploi

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 368,9	9 886,9	8 697,9	5,5%	-12,0%	5 530,9	5 749,1	5 705,3	3,9%	-0,8%
DEMANDE INTERIEURE	6 669,6	7 010,2	6 770,8	5,1%	-3,4%	5 335,8	5 457,5	5 314,3	2,3%	-2,6%
DEMANDE EXTERIEURE	6 874,0	7 143,3	5 985,0	3,9%	-16,2%	4 694,0	5 597,1	5 442,6	19,2%	-2,8%
CONSOMMATION TOTALE	4 607,6	4 812,5	4 809,1	4,4%	-0,1%	3 436,7	3 512,3	3 415,6	2,2%	-2,8%
Ménages	3 617,7	3 725,6	3 774,5	3,0%	1,3%	2 605,8	2 630,5	2 588,6	0,9%	-1,6%
Administrations	989,9	1 086,9	1 034,5	9,8%	-4,8%	830,8	881,8	827,0	6,1%	-6,2%
INVESTISSEMENT TOTAL	2 061,9	2 197,6	1 961,7	6,6%	-10,7%	1 899,1	1 945,1	1 898,6	2,4%	-2,4%
Privé	1 864,3	1 974,4	1 718,3	5,9%	-13,0%	1 649,1	1 672,6	1 604,3	1,4%	-4,1%
dont : Pétrole	910,4	956,4	791,9	5,0%	-17,2%	558,3	555,8	530,6	-0,5%	-4,5%
Hors Pétrole	953,9	1 018,0	926,4	6,7%	-9,0%	1 090,8	1 116,8	1 073,6	2,4%	-3,9%
Administration	197,6	223,3	243,4	13,0%	9,0%	250,0	272,6	294,4	9,0%	8,0%
EXPORTATIONS TOTALES	4 786,6	5 010,0	3 956,0	4,7%	-21,0%	2 444,6	2 944,4	2 916,8	20,4%	-0,9%
Pétrole	3 469,7	3 513,7	2 470,0	1,3%	-29,7%	1 191,5	1 448,6	1 385,4	21,6%	-4,4%
Hors Pétrole	1 128,9	1 302,4	1 356,8	15,4%	4,2%	1 186,1	1 429,9	1 487,9	20,6%	4,1%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	345,5	517,2	613,2	49,7%	18,6%	389,5	538,0	640,5	38,1%	19,1%
Mines	410,5	412,6	397,0	0,5%	-3,8%	408,0	477,3	465,4	17,0%	-2,5%
Bois transformé	369,3	368,7	342,9	-0,2%	-7,0%	385,0	411,0	378,4	6,7%	-7,9%
Produits manufacturiers	3,6	3,9	3,7	8,2%	-2,8%	3,6	3,6	3,6	1,0%	-1,4%
IMPORTATIONS TOTALES	2 087,3	2 133,3	2 028,9	2,2%	-4,9%	2 249,4	2 652,7	2 525,7	17,9%	-4,8%
dont Consommations	439,6	456,9	443,5	3,9%	-2,9%	406,2	431,1	412,8	6,1%	-4,2%
Equipements	396,9	523,7	497,6	31,9%	-5,0%	548,3	741,9	713,1	35,3%	-3,9%
Intermédiaires	545,1	580,6	547,9	6,5%	-5,6%	552,5	602,1	561,3	9,0%	-6,8%

Sources DGEPP/MEGA

Trimestre	mars-18	mars-2019	mars-20
	<i>en milliards de FCFA</i>		
Avoirs extérieurs nets	369,2	543,2	708,7
Banque centrale	231,8	463,3	612,1
Banques commerciales	137,4	79,9	96,6
Crédits intérieurs nets	1804,8	1980,9	1984,4
Créances nettes sur l'Etat	777,9	866,3	874,8
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	<i>859,2</i>	<i>922,6</i>	<i>916</i>
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	<i>-81,3</i>	<i>-56,3</i>	<i>-41,1</i>
Créances sur le reste de l'économie	1026,9	1114,6	1109,6
Ressources = Contreparties	2174	2524,1	2693,1
Monnaie au sens large	2002,2	2297,7	2339,8
Circulation fiduciaire	304,5	373,9	373,8
Dépôts	1697,7	1923,8	1966
<i>dont Quasi monnaie</i>	<i>713,9</i>	<i>795,2</i>	<i>665,3</i>
Ressources extra-monétaires	171,8	226,4	353,3
	<i>Variation annuelle en %</i>		
Avoirs extérieurs nets	-29,20%	47,10%	30,47%
Crédits intérieurs nets	4,20%	9,80%	0,18%
Créances nettes sur l'Etat	34,80%	11,40%	0,98%
Créances sur le reste de l'économie	-11,10%	8,50%	-0,45%
Ressources = Contreparties	-3,50%	16,10%	6,70%
Masse monétaire	-2,70%	14,80%	1,83%
Circulation fiduciaire	-9,80%	22,80%	-0,03%
Dépôts	-1,30%	13,30%	2,19%

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

M. IKAPI Eric

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. Elzy Yolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Raphael MBA N'NANG

M. Albain MOKAMBO

M. Didier NKOGHE OBAME

M. EulogeBernadin LENGOUNGA

M. Brice YOUOMO

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHESSES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)**Directeur :**

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargés d'Etudes

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. LEYAMBA ODJARI Praxède

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE